

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	50 fr.	30 fr.
	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro

- Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
- Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
- Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO (A. O. F.)

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 2 fr.
Minimum 10 fr.
La page 200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Monsieur le Gouverneur BOURGINE, Commissaire de la République au Togo, retour de congé, arrivé à Cotonou le 28 mai 1936, a repris le jour même le commandement du Territoire.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 9 mai 1936**, relatif à la majoration dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française du *taux de l'amende à consigner lors des pourvois en cassation*, ou sur annulation et instituant une amende de fol appel. (Arrêté de promulgation du 12 juin 1936). 302
- Décret du 9 mai 1936**, fixant les modalités d'application du décret du 8 août 1935 autorisant, dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le *remboursement anticipé des dettes*. (Arrêté de promulgation du 12 juin 1936). 303
- Décret du 11 mai 1936**, relatif à l'*accord commercial* conclu entre la République française et les États-Unis d'Amérique le 6 mai 1936. (Arrêté de promulgation du 12 juin 1936). 304
- Décret du 2 mai 1936**, portant autorisation d'ouverture de travaux et d'*engagement de dépenses sur les fonds d'emprunt du Togo*. (Arrêté de promulgation du 20 juin 1936). 304
- Décret du 2 mai 1936**, modifiant le taux de la *taxe de change* à percevoir sur les transferts de fonds effectués de France dans les colonies de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun. (Arrêté de promulgation du 20 juin 1936). 306

Décret du 9 mai 1936, portant *organisation générale des services des travaux publics* des colonies et statuts du personnel. (Arrêté de promulgation du 20 juin 1936). 306

Décret du 15 mai 1936, portant application aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, du § b (de l'article 6 du décret du 25 octobre 1935 modifiant l'article 37 de la loi du 27 décembre 1927 et fixant le montant de la taxe à payer lors du dépôt d'une *demande d'addition*) à un *brevet d'invention*. (Arrêté de promulgation 20 juin 1936). 314

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Décision n° 219 du 10 juin 1936**, complétant la liste des *produits pharmaceutiques* dont l'importation et la mise en vente sont autorisées dans le territoire du Togo. 315
- Arrêté n° 225 du 10 juin 1936**, portant *nomination d'un chef de canton*. 315
- Arrêté n° 230 du 18 juin 1936**, nommant une *commission d'enquête*. 315
- Arrêté n° 232 du 20 juin 1936**, modifiant l'arrêté n° 32 du 23 janvier 1936 portant inscription au *tableau d'avancement* du personnel des cadres européens du Togo. 316
- Arrêté n° 233 du 20 juin 1936**, modifiant l'arrêté n° 507 du 14 septembre 1933 désignant les fonctions donnant droit à des indemnités et remises au compte du *budget de la commune mixte de Lomé*, et fixant le taux de ces indemnités et remises pour les fonctionnaires rétribués sur un autre budget. 316
- Arrêté n° 234 du 20 juin 1936**, portant *nomination d'assesseurs* près les tribunaux du 1^{er} degré de la subdivision d'Atakpamé du tribunal criminel du cercle du centre. 317

Décision n° 232 du 20 juin 1936, désignant le médecin résident de l'hôpital de Lomé pour délivrer le certificat médical prévu à l'article 28 du décret du 21 juin 1934 pour les conducteurs des véhicules automobiles.	317
Actes divers concernant le personnel européen (Affectations, congés, résiliation contrat)	317
Actes divers concernant le personnel indigène (Affectations, engagements, permissions, congés, punition, révocations)	318
Forces de police	319
École Victor Ballot	319
Allocation	319
Indemnités	319
Secours	319
Arachides	319
Douanes	320
Opérations de la B. A. O.	320
Domaines	322
Statistiques commerciales de l'année 1935	323

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel colonial

Par décret en date du 16 mai 1936, rendu sur la proposition du ministre des colonies, M. TRUITARD (Léon-Hippolyte), administrateur en chef des colonies, directeur de l'agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat a été nommé gouverneur de 3^e classe des colonies, en remplacement de M. PÊTRE, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. TRUITARD, a été nommé lieutenant-gouverneur du Niger.

Par arrêté du ministre des colonies en date du 16 mai 1936, M. MICHEL (Louis-Marie-Joseph), administrateur de 1^{re} classe des colonies, a été nommé directeur de l'agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat, en remplacement de M. TRUITARD, appelé à d'autres fonctions.

Gouverneurs des colonies

Par décret en date du 20 mai 1936, rendu sur la proposition du ministre des colonies, M. PARISOT (Georges Hubert), administrateur en chef des colonies, a été nommé gouverneur de 3^e classe des colonies, en remplacement de M. FOUSSET.

Taux de l'amende lors des pourvois en cassation

ARRETE N° 226 promulguant dans le territoire du Togo le décret du 9 mai 1936 relatif à la majoration dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, du taux de l'amende à consigner lors des pourvois en cassation ou sur annulation et instituant une amende de fol appel.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 9 mai 1936 complétant l'article 1^{er} du décret du 16 juillet 1935 majorant le taux de l'amende à consigner lors du pourvoi en cassation;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 9 mai 1936 relatif à la majoration dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française du taux de l'amende à consigner lors des pourvois en cassation ou sur annulation et instituant une amende de fol appel.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 juin 1936.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 9 mai 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret-loi en date du 16 juillet 1935 a majoré au profit de l'Etat le taux de l'amende à consigner lors du pourvoi en cassation.

Ce texte, dont l'utilité ne saurait faire de doute dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, s'applique exclusivement à la métropole.

Il nous est apparu nécessaire de combler cette lacune et d'adapter ces dispositions à l'Afrique occidentale française ainsi qu'au territoire sous mandat du Togo en tenant compte de leurs législations particulières.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Jacques STERN.

Le ministre des finances, garde des sceaux,
ministre de la justice par intérim,

Marcel RÉGNIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858;

Vu le décret du 16 novembre 1924 réorganisant la justice française en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juillet 1914 organisant la procédure des recours en annulation devant la cour d'appel de l'Afrique occidentale française;

Vu le mandat sur le Togo confié à la France par le conseil de la Société des nations en exécution de l'article 22 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au territoire du Togo;

Vu le décret-loi du 16 juillet 1935 majorant au profit de l'Etat le taux de l'amende à consigner lors du pourvoi en cassation;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 16 juillet 1935 majorant, au profit de l'Etat, le taux de l'amende à consigner, lors du pourvoi en cassation,

est applicable aux pourvois formés contre les décisions rendues dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française.

ART. 2. — Le taux des amendes prévues à l'article 16 du décret du 25 juillet 1914 organisant la procédure de recours en annulation devant la cour d'appel de l'Afrique occidentale française est porté, respectivement, à 100 frs. et 200 frs., sans décimes.

ART. 3. — L'appel, porté devant la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, donnera lieu à la consignation préalable, au greffe de la cour d'appel, d'une amende de 150 frs., sans décimes; l'appelant qui succombera sera condamné à la confirmation de cette amende qui devra être versée au trésor.

ART. 4. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française ainsi qu'au journal officiel de l'Afrique occidentale française et du Togo et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 9 mai 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Le ministre des finances, garde des sceaux,
ministre de la justice par intérim,
Marcel RÉGNIER.

Remboursement anticipé des dettes

ARRETE No 227 promulguant dans le territoire du Togo le décret du 9 mai 1936 fixant les modalités d'application du décret du 8 août 1935 autorisant dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le remboursement anticipé des dettes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 8 août 1935 rendant applicable aux colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret du 16 juillet 1935 autorisant le remboursement anticipé des dettes et l'arrêté 376 du 21 août 1935 le promulguant;

Vu le décret du 9 mai 1936 fixant les modalités d'application du décret précité;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 9 mai 1936 fixant les modalités d'application du décret du 8 août 1935 autorisant dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le remboursement anticipé des dettes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 juin 1936.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront fixées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 16 juillet 1935 autorisant, dans la métropole, le remboursement anticipé des dettes;

Vu le décret du 8 août 1935 rendant le précédent décret applicable dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 30 octobre 1935 complétant le décret du 16 juillet 1935, autorisant dans la métropole, le remboursement anticipé des dettes;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le remboursement anticipé des dettes prévu par le décret du 8 août 1935 qui a rendu applicable dans nos possessions d'outre-mer le décret du 16 juillet 1935 pris en cette matière pour la métropole, peut, à toute époque, être effectué sous condition d'un préavis de quatre semaines au moins. La durée du préavis sera toutefois celle qui est fixée au contrat lorsque ce dernier aura stipulé, en cas de remboursement anticipé, un préavis d'une durée inférieure.

Le préavis est porté à la connaissance du créancier dans les formes prévues par le contrat ou, à défaut, par une lettre recommandée avec avis de réception. Si le contrat ne comporte pas de clause de remboursement anticipé et s'il s'agit d'une dette représentée par des valeurs mobilières, le préavis est donné par une insertion au journal officiel de la colonie, du protectorat ou du territoire sous mandat intéressé.

L'intérêt stipulé cesse de courir à partir de la date fixée pour le remboursement anticipé; les intérêts courus jusqu'à cette date sont payés en même temps que le principal.

En ce qui concerne les prêts non représentés par des valeurs mobilières, tout remboursement partiel ne pourra être inférieur à 25 p. 100 du capital emprunté.

ART. 2. — Si le contrat d'un prêt non représenté par des valeurs mobilières a prévu qu'en cas de remboursement anticipé le débiteur est tenu de verser une indemnité, celle-ci ne doit pas dépasser 3 p. 100 du capital remboursé par anticipation.

ART. 3. — Sous réserve des dispositions des articles précédents, les remboursements anticipés, en application du décret du 8 août 1935, de dettes civiles ou commerciales représentées par des valeurs mobilières comportant ou non des lots, sont effectués dans les conditions prévues aux contrats de prêts pour les remboursements anticipés ou, si les contrats ne comportent pas de tels remboursements, dans les conditions prévues pour les remboursements à terme normal.

Toutefois, en cas de remboursement partiel effectué autrement que par rachats en bourse, les titres

à rembourser seront obligatoirement désignés par voie de tirage au sort et la liste des titres sortis au tirage sera portée à la connaissance des intéressés au moins quatre semaines avant la date fixée pour le remboursement suivant les modes de publicité prévus par le contrat de prêt ou, à défaut de telles dispositions, par voie d'insertion au journal officiel de la colonie, du protectorat ou du territoire sous mandat intéressé.

ART. 4. — Si les obligations ou bons bénéficient de la garantie de l'Etat, d'un département, d'une commune, d'un établissement public, d'une colonie, d'un pays de protectorat ou sous mandat, la date et les conditions des remboursements anticipés devront être approuvées par le ou les garants avant la publication du préavis qui devra faire mention que cette approbation a été obtenue.

ART. 5. — Les dispositions de l'article 1er du présent décret ne s'appliquent pas aux rentes, obligations et bons faisant partie de la dette de l'Etat.

ART. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 mai 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Accord commercial

ARRETE No 228 promulguant dans le territoire du Togo le décret du 11 mai 1936 relatif à l'accord commercial conclu entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique le 6 mai 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
— OFFICIER DE LA LÉGLON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 11 mai 1936 approuvant l'accord commercial, conclu à Washington le 6 mai 1936, entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 juin 1936.

BOURGINE.

(Voir le texte de la convention au J. O. de la République française du 13 mai 1936, pages 4947 à 4958).

Engagement de dépenses sur fonds d'emprunt

ARRETE No 235 promulguant au Togo le décret du 2 mai 1936 portant autorisation d'ouverture de travaux et d'engagement de dépenses sur les fonds d'emprunt du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGLON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 2 mai 1936 portant autorisation d'ouverture de travaux et d'engagement de dépenses sur les fonds d'emprunt du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 2 mai 1936 portant autorisation d'ouverture de travaux et d'engagement de dépenses sur les fonds d'emprunt du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 juin 1936.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 2 mai 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 22 février 1931 a autorisé le commissariat de la République française au Togo à contracter un emprunt de 65 millions de francs, auquel s'ajoute une somme de 8 millions affectée, par priorité, à la protection sanitaire démographique. Cette somme de 65 millions de francs est destinée à financer, concurremment avec d'autres ressources, le prolongement du chemin de fer central togolais.

Les dotations sur fonds d'emprunt des rubriques visées par la loi d'emprunt au titre « travaux publics » sont les suivantes :

Chemin de fer central togolais. — Prolongement entre Atakpamé et Sokodé 110.000.000

A déduire : les ressources autres que l'emprunt 45.000.000

Reste sur l'emprunt 65.000.000

Le Commissaire de la République au Togo propose aujourd'hui d'autoriser les travaux ci-après :

ENUMERATION DES TRAVAUX	ENGAGEMENTS DEMANDES	
	Sur fonds d'emprunt,	Sur autres ressources que l'emprunt.
	francs.	francs.
Prolongement du chemin de fer central togolais :		
a) Travaux d'infrastructure et de superstructure de la première section du kilomètre 0 à 67.500	—	3.734.514 30
b) Travaux d'infrastructure et de superstructure du kilomètre 67.500 à 113	—	2.660.248 62
c) Contre-valeur du matériel utilisé sur prestations	—	6.081.623 20
Total	—	12.476.386 12

Les dépenses dont l'engagement a été précédemment autorisé au titre des travaux publics par les décrets des 25 juin 1931, 19 octobre, 25 décembre 1932 et 15 décembre 1933 se résument comme suit :

DÉSIGNATION DES RUBRIQUES DE L'EMPRUNT	ENGAGEMENTS		
	SUR FONDS D'EMPRUNT	SUR AUTRES RESSOURCES QUE L'EMPRUNT	TOTAUX
	francs	francs	francs
Prolongement du chemin de fer central togolais entre les kilomètres 0 et 113 — Travaux d'infrastructure et de superstructure.	65.000.000	32.523.613 88	97.523.613
TOTAL	65.000.000	32.523.613 88	97.523.613

Si l'on ajoute aux engagements déjà autorisés le montant des dépenses visées au nouveau projet ci-annexé, on trouve :

DÉSIGNATION	ENGAGEMENTS					
	SUR FONDS D'EMPRUNT			SUR AUTRES RESSOURCES QUE L'EMPRUNT		
	Déjà autorisés	Proposés	Totaux	Déjà autorisés	Proposés	Totaux
	francs	francs	francs	francs	francs	francs
Prolongement du chemin de fer central togolais entre les kilomètres 0 et 113 — Travaux d'infrastructure et de superstructure	65.000.000	—	65.000.000	32.523.613 88	12.476.386 12	45.000.000
TOTAL	65.000.000	—	65.000.000	32.523.613 88	12.476.386 12	45.000.000

J'ai approuvé l'ensemble du projet de construction de la voie ferrée du central togolais.

Le montant des engagements déjà autorisés sur fonds d'emprunt par les décrets précédents et ceux autorisés par le présent décret est égal au montant de l'emprunt fixé par la loi du 22 février 1931.

Les engagements de dépenses sur autres ressources que l'emprunt, dont le total est égal à celui fixé dans la loi d'emprunt, comprennent :

a) Une contribution au budget local de 12.948.180 francs 99;

b) La valeur du matériel acquis au titre des prestations allemandes jusqu'à concurrence de 32.051.819 francs 01.

Ces sommes sont inscrites en recettes au budget spécial de l'emprunt.

Le paiement du matériel de prestations en nature est assuré par le budget local au moyen d'annuités.

L'intervention du décret faisant l'objet du présent rapport satisfaisant aux prescriptions de la loi du 22 février 1931, j'ai l'honneur, après avoir pris l'avis du ministre des finances, de vous prier de bien vouloir revêtir le projet de décret ci-joint de votre signature.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le président du conseil, ministre de l'intérieur,
ministre des colonies, par intérim,
Albert SARRAUT.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, de l'Indochine et de Madagascar, les commissariats de la République française au Togo et au Cameroun à contracter des emprunts formant un ensemble de 3.900 millions de francs;

Vu les décrets des 18 avril 1931, 2 août 1932 et 1er octobre 1933, modifié par le décret du 29 juillet 1934, autorisant, pour le commissariat de la République française au Togo, la

réalisation des trois tranches d'emprunt fixées respectivement à 27 millions, 38 millions et 7.200.000 francs;

Vu le décret du 8 mai 1931 instituant un budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt;

Vu les décrets des 25 juin 1931, 19 octobre et 25 décembre 1932 et 15 décembre 1933 portant autorisation d'ouverture de travaux et d'engagement de dépenses sur fonds d'emprunt;

Considérant que les projets définitifs des travaux énumérés à l'article 1er ci-après ont été, ainsi que le plan des mesures sanitaires démographiques, approuvés par le ministre des colonies;

Sur la proposition du Commissaire de la République française au Togo;

Après avis du ministre des finances;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont autorisés, au titre du programme de grands travaux fixé par la loi du 22 février 1931, les travaux suivants ainsi que l'engagement de dépenses, jusqu'à concurrence des sommes ci-après désignées :

ÉNUMÉRATION DES TRAVAUX	ENGAGEMENTS AUTORISÉS	
	Sur fonds d'emprunt	Sur autres ressources que l'emprunt
Prolongement du central togolais :		
a) Travaux d'infrastructure et de superstructure de la première section du kilomètre 0 à 67.500	—	3.734.514 30
b) Travaux d'infrastructure et de superstructure du kilomètre 67.500 à 113	—	2.660.248 62
c) Contre-valeur du matériel utilisé sur prestations	—	6.081.623 20
TOTAL	—	12.476.386 12

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et au journal officiel du territoire sous mandat du Togo et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 2 mai 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de l'intérieur,
ministre des colonies, par intérim,
Albert SARRAUT*

Taxe de change

ARRETE N° 236 promulguant au Togo le décret du 2 mai 1936 modifiant le taux de la taxe de change à percevoir sur les transferts de fonds effectués de France dans les colonies de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 2 mai 1936 modifiant le taux de la taxe de change à percevoir sur les transferts de fonds effectués de France dans les colonies de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 2 mai 1936 modifiant le taux de la taxe de change à percevoir sur les transferts de fonds effectués de France dans les colonies de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et dans les territoires du Togo et du Cameroun.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 juin 1936.

BOURGINE.

LES MINISTRES DES COLONIES ET DES FINANCES

Vu le décret du 8 août 1935, portant approbation des articles 2 et 3 de la convention du 26 juillet 1934 entre l'Etat et la banque de l'Afrique occidentale;

Vu l'arrêté interministériel du 3 septembre 1935, portant fixation de la taxe de change à percevoir sur les transferts de fonds effectués de France dans les colonies de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française dans les territoires du Cameroun et du Togo;

Vu l'arrêté interministériel du 26 décembre 1935, modifiant pour l'Afrique occidentale française et le Togo, l'arrêté du 3 septembre 1935 susvisé;

ARRETEMENT :

ARTICLE UNIQUE. — Le taux de la taxe additionnelle de change à percevoir sur les transferts de fonds effectués de France sur les colonies de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, sur les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, et qui est obligatoirement appliquée aux mandats postaux ou télégraphiques, ainsi qu'aux versements et virements aux comptes de chèques postaux émis dans

le sens France-Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Togo et Cameroun; est ramené à 10 centimes p. 100 à compter de la publication du présent arrêté au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 2 mai 1936.

*Le président du conseil, ministre de l'intérieur,
ministre des colonies, par intérim,*

Albert SARRAUT.

*Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.*

Service des travaux publics

ARRETE N° 237 promulguant au Togo le décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 juin 1936.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 9 mai 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le personnel des travaux publics et des mines des colonies est actuellement régi par un décret du 5 août 1910 qui a reçu de nombreuses modifications et qui mérite une refonte complète.

Le personnel des travaux publics et des mines, en service en Indochine, est régi par des décrets en date des 16 décembre 1915 et 9 février 1916.

En vue de poursuivre l'œuvre de réforme administrative de l'Etat et de diminuer les dépenses de personnel, un projet de décret a été établi, abrogeant les décrets ci-dessus et s'étendant à toutes les colonies, ce qui permettrait d'utiliser de la meilleure façon l'expérience et la compétence du personnel des travaux publics des colonies.

Les conditions de recrutement et d'avancement ont reçu de profondes modifications qui doivent permettre une sélection rigoureuse de ce personnel.

J'ai l'honneur, en conséquence, de soumettre ce projet de décret à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,
Jacques STERN.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 20 mars 1894 portant création du ministère des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 3 juillet 1897 concernant les indemnités de routes et de séjour et les passages des officiers, fonctionnaires et agents civils et militaires des services coloniaux ou rés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux et les textes modificatifs et complémentaires subséquents;

Vu la loi du 13 avril 1900;

Vu la loi de finances du 22 avril 1905 et notamment l'article 65;

Vu l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913;

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et les textes modificatifs ou complémentaires subséquents;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant création de la caisse intercoloniale des retraites et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 5 août 1910 portant réorganisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies autres que l'Indochine et les textes modificatifs ou complémentaires subséquents;

Vu le décret du 16 décembre 1915 réglant la situation des fonctionnaires du ministère des travaux publics mis à la disposition du ministre des colonies pour servir en Indochine;

Vu le décret du 9 février 1916 relatif au personnel des travaux publics de l'Indochine;

Vu le décret du 27 septembre 1930 fixant le statut du personnel des agents du cadre de l'inspection générale des travaux publics des colonies;

Vu le décret du 19 juin 1931 fixant les traitements de présence du personnel des travaux publics et des mines des colonies;

Vu le décret du 30 octobre 1935;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le présent décret règle l'organisation générale des services des travaux publics et des mines relevant du ministère des colonies et fixe le statut du personnel de ces services.

Il est applicable à toutes les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies. Un décret pris après avis du ministre des travaux publics fixera la date et les conditions de son application à l'Indochine.

TITRE PREMIER

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES

ART. 2. — L'organisation locale et le fonctionnement des services des travaux publics et des mines ainsi que des services permanents qui y sont rattachés (bâtiments civils, services des chemins de fer, ports et rades, services des transports fluviaux ou automobiles, etc.) sont réglés par arrêtés locaux soumis à l'approbation préalable du ministre des colonies. Ces arrêtés spécifient les emplois qui doivent, en principe, être tenus par les fonctionnaires du cadre général.

Il en est de même pour les services spéciaux qui peuvent y être éventuellement rattachés ou annexés (aviation civile, protection météorologique, etc.) et les services temporaires qui peuvent être créés pour l'exécution des grands travaux publics.

ART. 3. — La marche de l'ensemble de ces services est assurée par des fonctionnaires et agents appartenant aux catégories suivantes :

Cadre général des travaux publics et des mines des colonies.

Cadre local des travaux publics et des mines propre à chaque colonie.

Cadres spéciaux nécessaires pour le fonctionnement des services rattachés.

Personnel contractuel.

ART. 4. — Dans chaque gouvernement général ou colonie le service des travaux publics et celui des mines sont placés sous l'autorité d'un chef de service relevant du gouverneur général ou du gouverneur. Le service des mines peut, toutefois, être placé sous l'autorité du chef du service des travaux publics.

Les emplois de chef de service des travaux publics ou des mines ne peuvent être tenus que par des fonctionnaires du cadre général.

Les emplois de chef de service des services permanents — à l'exception des services spéciaux rattachés aux travaux publics — ou des services temporaires créés pour l'exécution des grands travaux publics sont tenus, en principe, par des fonctionnaires du cadre général.

Tout le personnel du service des travaux publics de la colonie et des services y rattachés, ou du service des mines, est placé sous l'autorité du chef de service, sauf les agents rétribués exclusivement sur les budgets municipaux qui restent, toutefois, soumis au contrôle technique du chef de service.

ART. 5. — Dans chaque gouvernement général, le chef de service des travaux publics prend le titre soit de directeur général, soit d'inspecteur général des travaux publics, suivant les dispositions prises par décret pour chacun d'eux.

Les fonctions de directeur général ou d'inspecteur général ne peuvent être remplies, à titre permanent, que par un ingénieur général ou un ingénieur en chef désigné par décret, sur le rapport du ministre des colonies, après avis du gouverneur général.

A la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, au Cameroun et à la Côte des Somalis, les fonctions de chef de service des travaux publics ne peuvent être remplies que par un fonctionnaire du grade d'ingénieur principal au moins, désigné par arrêté du ministre, après avis du gouverneur.

En outre, l'ensemble des services des travaux publics et des mines de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane pourra être, s'il y a lieu, confié à un ingénieur en chef désigné par arrêté du ministre.

Dans les autres colonies non groupées, le chef du service des travaux publics est nommé par arrêté du ministre, après avis du gouverneur.

Dans chaque colonie relevant d'un gouvernement général, le chef du service des travaux publics est nommé par arrêté du gouverneur général, sur avis du directeur général ou de l'inspecteur général des travaux publics.

ART. 6. — Les fonctionnaires du cadre général des travaux publics et des mines des colonies peuvent être affectés indifféremment suivant les besoins aux différents services permanents, temporaires ou spéciaux énumérés aux articles précédents.

Leur mise à la disposition d'une colonie est prononcée par arrêté ministériel, sauf les exceptions prévues à l'article 5.

ART. 7. — Certains fonctionnaires du cadre général sont spécialisés au service des mines.

Cette spécialisation résulte de l'arrêté ministériel, qui prononce leur nomination ou leur détachement dans le cadre général. Cet arrêté mentionne « service des mines » après le grade attribué à l'agent.

Ces fonctionnaires concourent séparément pour l'avancement.

ART. 8. — Des arrêtés du ministre des colonies fixent le nombre des emplois de chaque grade des fonctionnaires du cadre général et leur répartition par colonie.

Le nombre des emplois comportant le grade d'ingénieur général des travaux publics des colonies est fixé à un par gouvernement général.

Le nombre des emplois d'ingénieurs en chef ne peut dépasser le tiers du nombre des emplois des ingénieurs principaux.

Les emplois de ces grades à l'inspection générale des travaux publics des colonies ne sont pas compris dans cette proportion.

Compte tenu des effectifs du cadre général affectés à chaque colonie, des arrêtés du gouverneur fixent le nombre des fonctionnaires et agents des cadres locaux et du personnel contractuel de grades correspondant à ceux du cadre général, attaché tant au service des travaux publics et des mines qu'aux services spéciaux permanents et aux services temporaires.

ART. 9. — Les cadres locaux sont constitués et organisés par des arrêtés des gouverneurs soumis à l'approbation préalable du ministre des colonies. Ils ne comportent que des grades inférieurs à celui d'ingénieur adjoint pour ce qui concerne les cadres locaux des travaux publics et des mines.

ART. 10. — Le personnel contractuel est recruté par le gouverneur, en principe pour des emplois purement temporaires. Si les nécessités du service l'exigent et uniquement pour du personnel spécialisé, les contrats pourront exceptionnellement être d'une durée de cinq ans. En ce cas, ils sont communiqués au département avant engagement définitif. Les contrats peuvent être renouvelés.

TITRE II

COMPOSITION DU PERSONNEL DU CADRE GÉNÉRAL

ART. 11. — Le personnel du cadre général des travaux publics et des mines des colonies comprend :

Le personnel appartenant au cadre.

Le personnel détaché dans ce cadre.

ART. 12. — Les grades, classes ainsi que le classement au point de vue des passages et des déplacements du personnel du cadre général sont fixés conformément au tableau ci-après :

GRADES	CLASSES	CATÉGORIES
Ingénieur général . . .	Hors classe	1 ^{re} A
Ingénieur en chef . . .	Hors classe	1 ^{re} B
Ingénieur en chef . . .	1 ^{re} classe	1 ^{re} B
Ingénieur en chef . . .	2 ^e classe	1 ^{re} B
Ingénieur principal . . .	1 ^{re} classe	1 ^{re} B
Ingénieur principal . . .	2 ^e classe	1 ^{re} B
Ingénieur principal . . .	3 ^e classe	1 ^{re} B
Ingénieur princ. (4 ^e classe)	2 ^e échelon	1 ^{re} B
	1 ^{er} échelon	1 ^{re} B
Ingénieur T. P. C. . . .	1 ^{re} classe	2 ^e (a)
Ingénieur T. P. C. . . .	2 ^e classe	2 ^e (a)
Ingénieur T. P. C. . . .	3 ^e classe	2 ^e (a)
Ingénieur T. P. C. . . .	4 ^e classe	2 ^e (a)
Ingénieur adjoint T. P. C.	1 ^{re} classe	2 ^e
Ingénieur adjoint T. P. C.	2 ^e classe	2 ^e
Ingénieur adjoint T. P. C.	3 ^e classe	2 ^e
Ingénieur adjoint T. P. C.	4 ^e classe	2 ^e
Ingénieur adjoint T. P. C.	Stagiaire	2 ^e

a) Les ingénieurs T. P. C. de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classe, bien que compris à la deuxième catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots; cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages, etc.).

ART. 13. — Les soldes de présence et accessoires de solde y compris les prestations en nature du personnel du cadre général des travaux publics et des mines des colonies pour les grades et classes du tableau ci-dessus sont ceux fixés par les textes en vigueur.

ART. 14. — Les officiers, officiers d'administration et sous-officiers peuvent être mis, après accord du ministre intéressé, à la disposition des services des travaux publics des colonies; leur solde est celle afférente à leur grade dans l'armée.

TITRE III

RECRUTEMENT DU PERSONNEL APPARTENANT AU CADRE

ART. 15. — Pour être admis dans le cadre général les candidats doivent justifier :

1^o — Qu'ils sont français ou naturalisés français depuis dix ans au moins conformément aux dispositions légales;

2^o — Qu'ils ont satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée;

3^o — Qu'ils jouissent de leurs droits civils et politiques;

4^o — Qu'ils ont les aptitudes physiques nécessaires pour servir dans les colonies, constatées dans les formes réglementaires et qu'ils ont subi la visite d'un médecin phthisiologue;

5^o — Qu'ils sont âgés de moins de trente ans. Cette limite sera reculée d'autant d'années que les candidats comptent d'années de services militaires ou de services civils admissibles pour une pension de retraite dans les conditions prévues par le règlement d'administration publique du 1^{er} novembre 1928. Toutefois, le bénéfice de ces dispositions ne pourra permettre à un candidat d'entrer dans le cadre s'il a dépassé l'âge de quarante ans au 1^{er} janvier de l'année en cours.

Les justifications aux 1^o, 2^o, 3^o ci-dessus sont considérées comme déjà réalisées pour les fonctionnaires et agents provenant d'une autre administration.

ART. 16. — Sauf les exceptions prévues aux articles 19 et 25 ci-après les admissions dans le personnel appartenant au cadre général n'ont lieu qu'au grade d'ingénieur adjoint stagiaire ou à celui d'ingénieur adjoint de 4^e classe.

ART. 17. — Les ingénieurs adjoints stagiaires sont recrutés :

a) Au concours direct;

b) Sur titres, parmi les anciens élèves titulaires du diplôme d'ingénieur civil de l'école nationale des ponts et chaussées, des écoles nationales supérieures des mines de Paris et de Saint-Etienne, parmi les quarante premiers sortis de l'école centrale des arts et manufactures, parmi les quinze premiers sortis de l'école spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie, munis du diplôme d'ingénieur des travaux publics, parmi les cinq premiers titulaires de l'option « Travaux publics » sortis de l'école centrale lyonnaise et titulaires de la licence ès sciences, les cinq premiers sortis de l'école d'ingénieurs de Marseille et parmi les cinq premiers sortis de l'école technique des mines d'Alès ou de Douai qui depuis l'obtention de leur diplôme ont accompli une durée de services minimum de deux ans dans les exploitations minières.

Les admissions en qualité d'ingénieur adjoint stagiaire sont prononcées par le ministre.

ART. 18. — Les ingénieurs adjoints stagiaires sont astreints à un stage à compter de leur débarquement dans la colonie de un an au moins, de trois ans au plus en cette qualité durant laquelle ils ne font pas partie définitivement du cadre.

A l'expiration de cette période de stage ils sont, ou bien portés au tableau prévu à l'article 29 en vue de leur nomination définitive, ou bien licenciés. Ils peuvent être, également, licenciés à toute époque du stage pour insuffisance professionnelle. Ils ne peuvent obtenir le passage de leur famille pour se rendre dans la colonie sous réserve des conditions réglementaires qu'après avoir été portés au tableau en vue de leur nomination définitive.

Leur inscription à ce tableau ne peut intervenir que sur la proposition du chef de la colonie, après avis motivé d'une commission nommée par celui-ci. Outre le chef du service des travaux publics ou des mines de la colonie et un délégué du directeur du personnel, cette commission comprendra chaque fois que les effectifs du personnel des travaux publics dans la colonie le permettront, trois fonctionnaires du cadre général, en principe, du cadre d'ingénieur principal ou d'ingénieur. Leur inscription au tableau a lieu d'office sur la proposition du chef de la colonie et à compter de la date de celle-ci.

Le licenciement des ingénieurs adjoints stagiaires est prononcé par le ministre sur la proposition du gouverneur et après avis de la commission désignée ci-dessus.

ART. 19. — Leur nomination définitive est prononcée par arrêté ministériel dans les conditions prévues à l'article 31. Ils débutent au grade d'ingénieur adjoint de 4^e classe, sauf les anciens élèves de l'école polytechnique munis du diplôme d'ingénieur civil de l'école nationale des ponts et chaussées ou des écoles nationales supérieures des mines de Paris et de Saint-Etienne qui débutent au grade d'ingénieur de 4^e classe. Les uns et les autres conservent jusqu'à leur nomination définitive la solde et accessoires de solde prévus pour les ingénieurs adjoints stagiaires.

Les agents licenciés auront droit au passage de retour dans les conditions de l'article 31 du décret du 3 juillet 1897 et pourront recevoir une indemnité dans les conditions prévues à l'article 18 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde.

ART. 20. — Les ingénieurs adjoints de 4^e classe sont recrutés à la suite d'un concours d'ordre professionnel réservé aux adjoints techniques du cadre métropolitain des ponts et chaussées et des mines, aux fonctionnaires et agents du grade d'adjoint technique ou d'un grade similaire équivalent des cadres locaux des travaux publics et des mines des colonies, de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, des territoires sous mandat du Levant ainsi qu'aux fonctionnaires et agents similaires d'un grade équivalent à celui d'adjoint technique des ponts et chaussées ou des mines appartenant aux

administrations publiques, départementales ou communales (service vicinal, génie rural, ville de Paris, etc.), dont les services conduisent à pension, sous condition d'accord entre leur administration d'origine et la caisse intercoloniale des retraites pour le maintien de leurs droits antérieurs et la répartition des charges de la pension.

Ces candidats devront être âgés de trente ans au moins et compter au moins six ans de services dans ces cadres.

Les agents classés à la suite de ce concours sont inscrits, dans l'ordre établi par le jury du concours et à compter de la date du procès-verbal de clôture des travaux de ce jury, au tableau prévu à l'article 29, en vue de leur nomination définitive.

Leur nomination est prononcée par arrêté ministériel dans les conditions prévues à l'article 31. Ils débutent au grade d'ingénieur adjoint de 4^e classe et, s'ils appartiennent déjà à un cadre colonial, ils conservent, s'il y a lieu, à titre personnel, le bénéfice de leur solde jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement dans leur nouveau cadre, une solde supérieure.

ART. 21. — Le fonctionnaire appartenant au cadre général dont l'emploi a été régulièrement supprimé est placé dans la position de maintien par ordre en France dans les conditions réglementaires; il doit être pourvu, après la suppression de son emploi, du premier poste colonial de son grade et de sa spécialité qu'il est capable de remplir.

A l'expiration d'un délai maximum de douze mois y compris les congés, à défaut d'emploi disponible pouvant être confié à l'intéressé, celui-ci est mis, d'office, en disponibilité dans les conditions de l'article 84 du décret du 2 mars 1910, sauf la dérogation suivante:

Si au cours des cinq années consécutives passées en disponibilité, il n'a pu être attribué à l'intéressé d'emploi susceptible de lui convenir, il est rayé des contrôles à l'expiration de ces cinq années et admis à la retraite s'il y a droit.

TITRE IV

PERSONNEL DÉTACHÉ DANS LE CADRE GÉNÉRAL

ART. 22. — Le personnel détaché dans le cadre général se recrute parmi les fonctionnaires du corps des ponts et chaussées ou des mines et parmi les ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées ou des mines) dans les conditions de l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913.

ART. 23. — Ces fonctionnaires sont classés dans le cadre général par arrêté ministériel conformément au tableau suivant :

GRADES ET CLASSES DANS LE CADRE GÉNÉRAL

Ingenieur en chef hors classe
Ingenieur en chef de 1 ^{re} classe
Ingenieur en chef de 2 ^e classe
Ingenieur principal de 1 ^{re} classe
Ingenieur principal de 2 ^e classe
Ingenieur principal de 3 ^e classe
Ingenieur principal de 4 ^e classe, 2 ^e échelon
Ingenieur principal de 4 ^e classe, 1 ^{er} échelon
Ingenieur de 1 ^{re} classe

GRADES ET CLASSES DANS LE CADRE MÉTROPOLITAIN

Ingenieur en chef hors classe
Ingenieur en chef de 1 ^{re} classe
Ingenieur en chef de 2 ^e classe
Ingenieur ordinaire de 1 ^{re} classe
Ingenieur ordinaire de 2 ^e classe
Ingenieur ordinaire de 3 ^e classe (ayant plus de 4 ans de grade).
Ingenieur ordinaire de 3 ^e classe (ayant plus de 2 ans de grade).
Ingenieur ordinaire de 3 ^e classe (ayant moins de 2 ans de grade).
Ingenieur des T. P. E. de 1 ^{re} classe

GRADES ET CLASSES DANS LE CADRE GÉNÉRAL	GRADES ET CLASSES DANS LE CADRE MÉTROPOLITAIN
Ingénieur de 2 ^e classe	Ingénieur des T. P. E. de 2 ^e classe
Ingénieur de 3 ^e classe	Ingénieur des T. P. E. de 3 ^e classe
Ingénieur de 4 ^e classe	Ingénieur des T. P. E. de 4 ^e classe
Ingénieur adjoint de 1 ^{re} classe	Ingénieur adjoint des T. P. E. de 1 ^{re} classe
Ingénieur adjoint de 2 ^e classe	Ingénieur adjoint des T. P. E. de 2 ^e classe
Ingénieur adjoint de 3 ^e classe	Ingénieur adjoint des T. P. E. de 3 ^e classe
Ingénieur adjoint de 4 ^e classe	Ingénieur adjoint des T. P. E. de 4 ^e classe

Il leur est attribué dans le grade, la classe et l'échelon dont ils bénéficient, les trois quarts de l'ancienneté qu'ils avaient dans la classe ou l'échelon correspondant de leur cadre d'origine.

Le grade, la classe et l'échelon attribués ne pourront être inférieurs à ceux dont aurait bénéficié, le cas échéant, l'intéressé au cours d'une période antérieure de détachement dans le cadre général.

ART. 24. — Si, par voie d'avancement ou de reclassement dans leur cadre d'origine ou par voie d'examen ces fonctionnaires viennent à remplir les conditions qui leur permettraient d'entrer dans le cadre général des travaux publics des colonies, par application du tableau ci-dessus, avec un grade ou une classe supérieure, ils peuvent faire l'objet d'une proposition d'inscription au tableau d'avancement dans les conditions prévues au présent décret en vue de leur promotion à ce grade ou à cette classe, quelle que soit leur ancienneté dans l'échelon qu'ils occupent.

ART. 25. — Les fonctionnaires détachés dans le cadre général pourront être nommés définitivement dans ce cadre s'ils font simultanément une demande de démission de leur cadre d'origine et d'entrée dans le cadre général. Leur demande de démission devra être obligatoirement transmise par le ministre des colonies et accompagnée de l'avis, soit du gouverneur général ou gouverneur pour les fonctionnaires au service des colonies, soit de l'inspecteur général des travaux publics des colonies pour les fonctionnaires en service à l'inspection générale des travaux publics des colonies.

Au moment de leur nomination dans le cadre général ils ne devront pas compter plus de 10 ans de services effectifs dans le cadre général ni plus de quarante ans d'âge.

Leur nomination définitive est prononcée par arrêté du ministre.

Le fonctionnaire ainsi nommé garde le grade, la classe et l'ancienneté qu'il avait dans le cadre général au titre de détaché.

ART. 26. — Les fonctionnaires détachés dans le cadre général peuvent, au cours d'une période de détachement, être remis à la disposition de leur corps d'origine :

1^o — Sur leur demande, pour raison de santé dûment justifiée;

2^o — D'office et sur la proposition soit du gouverneur, soit de l'inspecteur général des travaux publics des colonies :

a) Pour raison de santé, après avis du conseil supérieur de santé du ministère des colonies, quand l'agent se trouve en France, ou s'il est aux colonies, après avis du conseil de santé local et du conseil supérieur de santé du département;

b) Pour cause de suppression d'emploi ou d'excédent d'effectif, sous réserve de l'affectation effective de

l'intéressé à un poste de son grade, sauf lorsqu'il est en fin de détachement;

c) Lorsqu'il a atteint la limite d'âge fixée au présent décret pour le personnel appartenant au cadre;

d) Par mesure disciplinaire, si le fonctionnaire a été proposé par la commission d'enquête compétente pour la radiation du tableau d'avancement ou des tableaux de nomination prévus aux articles 29 et 30, la rétrogradation ou la révocation dans le cadre colonial. La proposition pour ces deux dernières peines entraîne d'office la remise à la disposition du corps d'origine.

TITRE V

DISPOSITIONS COMMUNES AUX AGENTS DU CADRE GÉNÉRAL ET AUX AGENTS DÉTACHÉS. — EFFECTIFS — AVANCEMENT. — MESURES DISCIPLINAIRES ET DIVERSES

ART. 27. — Le ministre des colonies fixe provisoirement par arrêté, chaque année, après consultation des gouverneurs :

a) Le nombre des places d'ingénieurs adjoints stagiaires mises au concours direct et celles affectées en vue des nominations sur titres, le nombre des places d'ingénieurs adjoints de 4^e classe réservées en vue du recrutement par concours d'ordre professionnel et le nombre des places d'ingénieurs et d'ingénieurs adjoints réservées en vue du recrutement par service détaché;

b) Le nombre de places d'ingénieur principal de 4^e classe, 1^{er} échelon, mise au concours et celles d'ingénieur principal réservées au recrutement par service détaché;

c) Le nombre des places d'élèves ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines astreints à servir six ans aux colonies, à recruter à la sortie de l'école polytechnique, lequel est fixé, après accord avec le ministre de la guerre et le ministre des travaux publics.

Le nombre des places de chaque catégorie est définitivement fixé d'après le résultat des divers concours.

ART. 28. — Le nombre des ingénieurs principaux provenant directement des ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées à des grades supérieurs à la 4^e classe ne pourra pas excéder le dixième de l'effectif réglementaire des ingénieurs principaux.

Le nombre des ingénieurs en chef provenant directement des ingénieurs en chefs des ponts et chaussées, ne pourra pas excéder le dixième de l'effectif réglementaire des ingénieurs en chef.

ART. 29. — Il est institué un tableau comportant deux parties (travaux publics, mines) en vue de la nomination au grade d'ingénieur et ingénieur adjoint auquel sont inscrits les ingénieurs adjoints stagiaires ayant satisfait au stage, les candidats classés à la suite du concours d'ordre professionnel et les ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat à recruter par service détaché. L'inscription pour ces

derniers ne peut intervenir qu'après accord avec le ministre des travaux publics; elle est faite à compter de la date de cet accord.

Dans le cas où des agents seraient proposés à la même date pour l'inscription au tableau, la priorité est donnée :

D'abord aux ingénieurs stagiaires, ensuite aux candidats classés au concours d'ordre professionnel;

Parmi les ingénieurs stagiaires elle est donnée aux agents issus du concours direct et dans l'ordre de la liste établie par le jury du concours;

Parmi les agents recrutés sur titre elle est donnée dans l'ordre d'énumération des écoles établi à l'article 17.

Et parmi les agents recrutés sur titre issus d'une même école, elle est donnée dans l'ordre des années de promotion et du rang de sortie de l'école.

ART. 30. — Il est institué, également, un tableau comportant deux parties (travaux publics, mines), en vue de la nomination au grade d'ingénieur principal auquel sont inscrits les ingénieurs et ingénieurs adjoints des T. P. C. admissibles au grade d'ingénieur principal à la suite d'un concours ouvert à cet effet, et les ingénieurs des ponts et chaussées à recruter par service détaché en qualité d'ingénieur principal.

L'inscription est faite pour les premiers dans l'ordre de la liste établie par le jury du concours et à compter de la date du procès-verbal de clôture des travaux de ce jury. L'inscription pour les ingénieurs des ponts et chaussées ne peut intervenir qu'après accord avec le ministre des travaux publics; elle est faite à compter de la date de cet accord. Dans le cas où cette date serait la même que celle d'inscription des fonctionnaires issus du concours, la priorité d'inscription est donnée à ces derniers.

Ne peuvent prendre part au concours prévu ci-dessus que les ingénieurs et ingénieurs adjoints du grade au moins égal à celui d'ingénieur adjoint de 3^e classe, âgés de moins de quarante-cinq ans au 1^{er} janvier de l'année du concours et ayant un minimum de six ans de service.

ART. 31. — Les nominations (ou la mise en service détaché) ont lieu dans l'ordre des tableaux de nomination visés ci-dessus, sauf dérogation pour technicité spéciale dans les conditions où elle est prévue à l'article 34. Toutefois, si un fonctionnaire ou agent préfère abandonner son tour pour obtenir un autre poste que celui qui correspondrait à sa nomination et si le ministre en décide ainsi, il perd ce tour pour la nomination correspondante et c'est l'agent suivant qui est appelé à prendre le poste. Au cas où tous les fonctionnaires ou agents qui précèdent abandonnent leur tour, le dernier est nommé d'office.

Au cas de décès ou de radiation pour une cause quelconque d'un des fonctionnaires ou agents inscrits au tableau, il n'est pas procédé à un remaniement quant à l'ordre relatif des inscriptions.

ART. 32. — Les conditions et programmes des concours prévus au présent décret sont fixés par arrêtés du ministre des colonies publiés au journal officiel de la République française et au bulletin officiel du ministère des colonies. La date des épreuves et le nombre de places sont annoncés au moins un an à l'avance, par insertion au journal officiel de la République française et au journal officiel de chaque colonie.

Les candidats, pour être admis à s'y présenter, devront avoir obtenu l'autorisation du ministre des colonies.

Nul ne pourra être admis s'il ne réunit le nombre

minimum de points qui aura été fixé dans les arrêtés ci-dessus. Nul ne pourra prendre part plus de trois fois à un concours d'une catégorie déterminée.

Dans le cas où un fonctionnaire ou agent aura été retardé faute d'avoir pu obtenir le congé pour examen nécessaire, la limite d'âge est reculée d'une durée correspondante, qui ne peut dépasser la durée de séjour réglementaire dans la colonie d'affectation et au maximum trois ans.

ART. 33. — Les fonctionnaires du cadre général peuvent, si les convenances du service le permettent, être mis, sur leur demande ou avec leur assentiment, tout en restant dans le cadre, au service des autres services publics, établissements publics et collectivités relevant du ministère des colonies.

Ceux des fonctionnaires qui appartiennent au cadre peuvent, en outre, sur leur demande ou avec leur assentiment, être mis en position de service détaché, hors cadre, dans les conditions de l'article 11 du décret du 1^{er} novembre 1928, au service des divers organismes publics visés ci-dessus ou au service de l'Etat, des départements, des communes, des collectivités, des protectorats et pays sous mandat qui ne dépendent pas du département des colonies et, s'ils sont susceptibles de servir l'influence française, au service d'un organisme ou d'un gouvernement étranger.

La mise en service détaché est prononcée par arrêté du ministre et pour des périodes de cinq ans au maximum.

Leur notes signalétiques sont transmises au gouverneur par le chef des services des travaux publics ou des mines de la colonie s'ils sont en résidence aux colonies ou territoires sous mandat, sinon elles sont transmises au ministre par l'inspecteur général des travaux publics des colonies.

ART. 34. — Les promotions en classe ou en grade sont conférées par arrêtés du ministre des colonies, sauf pour celle au grade d'ingénieur général, qui a lieu par décret.

Ne peuvent être l'objet d'un avancement que les fonctionnaires du cadre général qui figurent sur le tableau d'avancement; les promotions ont lieu dans l'ordre du tableau.

Toutefois, pour une affectation correspondant à une technicité spéciale, il peut être dérogé à l'ordre du tableau par la désignation du fonctionnaire compétent, après avis de la commission de classement prévue à l'article 38. Si un fonctionnaire préfère abandonner son tour pour obtenir un autre poste que celui qui correspondrait à sa promotion et si le ministre en décide ainsi, il perd ce tour pour la promotion correspondante et c'est le fonctionnaire suivant qui est appelé à prendre le poste; au cas où tous les fonctionnaires qui précèdent abandonnent leur tour, le dernier est promu d'office.

Les fonctionnaires détachés dans le cadre général concourent avec les fonctionnaires de même grade et de même classe appartenant au cadre pour les avancements dans ce cadre. Cet avancement est indépendant de celui dont ils peuvent être appelés à bénéficier dans leur corps d'origine.

ART. 35. — Le tableau d'avancement est établi distinctement pour les fonctionnaires des travaux publics et pour ceux des mines.

Ne peuvent obtenir un avancement que les fonctionnaires ayant accompli, à la classe ou l'échelon immédiatement inférieur, une durée de service de vingt-quatre mois, sous réserve des dispositions du décret-loi du 16 juillet 1935.

ART. 36. — Font exception aux dispositions des deux articles précédents les avancements au grade d'ingénieur principal de 4^e classe, 1^{er} échelon. Ne sont avancés à ce grade que les ingénieurs et ingénieurs adjoints inscrits au tableau de nomination visé à l'article 30.

Leur nomination à ce grade est prononcée dans les conditions fixées à l'article 31, par arrêté ministériel. Ils conservent, s'il y a lieu, à titre personnel, le bénéfice de la solde de leur ancien grade jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement, une solde supérieure.

ART. 37. — Le tableau d'avancement est établi à la date du 1^{er} janvier de chaque année par une commission de classement; il est valable pour une année entière.

S'il reste au tableau en fin d'année, des fonctionnaires qui n'ont pu être l'objet d'une promotion, ils sont portés, dans le même ordre, en tête du tableau de l'année suivante, à moins d'une décision spéciale de la commission de classement prise sur rapport motivé des gouverneurs généraux et gouverneurs pour ceux de ces fonctionnaires au service des colonies ou de l'inspecteur général des travaux publics pour ceux en service à l'inspection générale des travaux publics des colonies.

Si le tableau se trouvait épuisé avant le 1^{er} janvier, il pourrait être établi un tableau supplémentaire dans les mêmes conditions que le tableau normal; les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent au reliquat éventuel du tableau supplémentaire.

ART. 38. — La commission de classement siège au ministère des colonies et est ainsi composée :

L'inspecteur général des travaux publics des colonies, président.

Un inspecteur général ou inspecteur des colonies désigné par le directeur du contrôle.

Un membre du comité des travaux publics des colonies.

Un délégué du directeur des affaires politiques du grade de sous-directeur ou, à défaut, de chef de bureau.

Un délégué du directeur du personnel du grade de sous-directeur ou, à défaut, de chef de bureau.

ART. 39. — Elle procède :

a) A un premier classement entre eux des fonctionnaires du cadre général régulièrement proposés, soit par les gouverneurs généraux ou gouverneurs pour les fonctionnaires au service des colonies, soit par l'inspecteur général des travaux publics des colonies pour les fonctionnaires en service à l'inspection générale des travaux publics des colonies, soit pour les agents détachés, hors cadres, par l'autorité compétente;

b) A l'examen des notes en vue de leur inscription pour les avancements en classe, jusqu'au grade d'ingénieur principal de 2^e classe inclus et dans le grade d'ingénieur et d'ingénieur adjoint; des fonctionnaires dans le cadre ou hors cadre non proposés qui réuniront, au 1^{er} janvier cinq ans de service, y compris les congés administratifs, de convalescence et les voyages en mer dans l'échelon dont ils sont titulaires. Si elle estime que la manière de servir de ces fonctionnaires permet de le faire, la commission procède d'office à leur inscription au tableau d'avancement. Ces inscriptions sont effectuées, en principe, suivant l'ordre d'ancienneté des intéressés entre eux.

Elle établit le tableau définitif après avoir inscrit, s'il y a lieu, le reliquat du tableau précédent, de façon à alterner les inscriptions dans les groupes a) et b) ci-dessus et compte tenu de la dernière inscription du

tableau précédent; s'il n'y a plus de fonctionnaires d'un des groupes, les inscriptions sont faites uniquement dans la catégorie de l'autre groupe.

ART. 40. — Le tableau d'avancement ainsi composé est arrêté, par le ministre.

Au cas de décès, démission ou radiation pour une cause quelconque d'un des fonctionnaires inscrits au tableau avant sa promotion, il n'est pas procédé à un remaniement quant à l'ordre relatif des inscriptions.

ART. 41. — Les propositions pour l'avancement des fonctionnaires des cadres locaux en service à l'inspection générale des travaux publics des colonies sont établies par l'inspecteur général des travaux publics des colonies et transmises, pour la suite, au gouverneur intéressé.

ART. 42. — Aucun fonctionnaire ne peut recevoir plus d'un avancement pendant la durée d'une affectation à l'inspection générale des travaux publics des colonies. Il pourra, toutefois, être l'objet de propositions pour un deuxième avancement qui, de toute façon, ne pourra pas intervenir avant la veille de son embarquement pour la colonie à laquelle il est affecté.

ART. 43. — Les mesures disciplinaires pour le personnel appartenant au cadre sont :

Le blâme avec inscription au dossier;

La radiation du tableau d'avancement ou des tableaux prévus aux articles 29 et 30 en vue de la nomination au grade d'ingénieur et ingénieur adjoint et au grade d'ingénieur principal;

La rétrogradation;

La révocation.

ART. 44. — Le blâme, avec inscription au dossier, est infligé par le gouverneur pour les grades inférieurs à celui d'ingénieur en chef.

Pour le personnel en service à l'inspection générale des travaux publics des colonies et pour les fonctionnaires du grade d'ingénieur en chef et d'ingénieur général, il est infligé par le ministre.

La radiation du tableau d'avancement ou des tableaux de nomination, la rétrogradation et la révocation sont prononcées par le ministre. L'ingénieur général ne peut être rétrogradé et révoqué que par décret. Le fonctionnaire rétrogradé prend rang dans son nouveau grade pour compter du jour de la décision et ne peut être proposé pour l'avancement qu'après avoir effectué dans cet emploi le temps minimum exigé pour être élevé au grade ou à la classe supérieure, sans qu'il puisse être tenu compte du temps qu'il y aurait antérieurement passé.

La radiation du tableau d'avancement ou des tableaux de nomination, la rétrogradation et la révocation ne peuvent être prononcées qu'après avis motivé de l'une des commissions spéciales d'enquête composée comme il est dit ci-après et devant laquelle le fonctionnaire ou agent incriminé, dûment appelé, aura été mis en mesure de présenter ses moyens de défense, soit verbalement, soit par écrit.

ART. 45. — Tous les fonctionnaires et agents du cadre ou détachés dans le cadre, même ceux en disponibilité ou hors cadres, sont passibles, le cas échéant, des mesures disciplinaires prévues au présent décret.

Un fonctionnaire détaché dans le cadre en instance de conseil d'enquête ne peut être remis à la disposition de son corps d'origine avant que le conseil d'enquête ait donné son avis.

S'il est proposé pour la peine de la rétrogradation ou de la révocation, ce fonctionnaire est remis, par

mesure disciplinaire, à la disposition du département ministériel dont il relève et auquel il appartient de statuer suivant les règles qui régissent son cadre d'origine.

ART. 46. — La commission d'enquête siégeant dans la colonie est composée comme suit, sur la désignation du gouverneur :

Le secrétaire général de la colonie, titulaire ou intérimaire ou, à défaut, l'un des chefs d'administration ou de service, désigné sur place par le gouverneur, président.

Le chef de service des travaux publics, titulaire ou intérimaire.

L'inspecteur des affaires administratives ou, à défaut, un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

Un magistrat de l'ordre judiciaire.

Un fonctionnaire du même cadre et d'un grade égal (mais d'une ancienneté supérieure) à celui du fonctionnaire ou agent incriminé ou, à défaut, d'un grade supérieur. Au cas où une désignation de ce genre ne serait pas possible, il pourrait être fait appel à un fonctionnaire de l'un quelconque des cadres des travaux publics et, à défaut, à un fonctionnaire d'une autre administration ayant une solde de présence au moins égale à celle de l'inculpé et appartenant à la même catégorie.

Dans les gouvernements généraux et pour le personnel de la direction ou inspection générale, le secrétaire général, titulaire ou intérimaire du gouvernement général, préside la commission; il est assisté du directeur général ou inspecteur général, titulaire ou intérimaire des travaux publics, d'un administrateur en chef des colonies, d'un magistrat et d'un fonctionnaire du même cadre et d'un grade égal (mais d'une ancienneté supérieure) ou, à défaut, supérieur à celui du fonctionnaire ou agent incriminé désigné par le gouverneur général.

La commission d'enquête siégeant à Paris est composée comme suit, sur la désignation du ministre :

Un directeur au ministère des colonies, président.

Un inspecteur des colonies.

Un sous-directeur ou un chef de bureau de la direction du personnel.

Un ingénieur en chef des travaux publics.

Un fonctionnaire du même cadre et d'un grade égal (mais d'une ancienneté supérieure) à celui du fonctionnaire ou agent incriminé ou, à défaut, d'un grade supérieur.

Toutefois, les ingénieurs généraux ne peuvent être traduits que devant la commission d'enquête de Paris, dont la composition, dans ce cas, est fixée comme suit :

Un directeur au ministère des colonies, président.

Le chef du cabinet du ministre ou son délégué.

Un inspecteur général des colonies.

Le président du comité des travaux publics des colonies ou le vice-président.

Un président de sous-comité des travaux publics des colonies.

Si le fonctionnaire ou agent se trouve en France au moment où l'enquête est décidée, il est appelé à comparaître devant la commission de Paris. Toutefois, s'il en fait la demande dans un délai de quinze jours à compter de la date de la notification qui lui est faite d'avoir à comparaître devant une commission d'enquête, le ministre peut décider son renvoi devant la commission siégeant dans la colonie, si les faits se sont passés dans la colonie. Le ministre peut, également, décider sur proposition motivée de l'inspecteur général des travaux publics des colonies qu'un fonctionnaire ou agent, en congé, pourra être renvoyé

devant la commission d'enquête de la colonie si les faits se sont passés dans la colonie.

ART. 47. — La sortie du cadre du personnel a lieu sous réserve des règlements généraux sur le personnel colonial :

Pour le personnel appartenant au cadre :

Par radiation des fonctionnaires atteints par la limite d'âge;

Par démission régulièrement acceptée;

Par révocation;

Par application du paragraphe 3 de l'article 84 du décret du 2 mars 1910 ou les article 19 et 21 du présent décret;

Par admission à la retraite, pour les fonctionnaires qui ont droit à pension.

Pour le personnel détaché dans le cadre :

Par remise à la disposition du département d'origine.

ART. 48. — Les fonctionnaires du cadre général sont, sous réserve de l'application aux colonies des textes généraux relatifs aux fonctionnaires, chefs de familles nombreuses, rayés du cadre lorsqu'ils ont atteint l'âge de :

Cinquante-cinq ans pour les ingénieurs adjoints, ingénieurs, ingénieurs principaux et ingénieurs en chef de 1^{re} et 2^e classe;

Cinquante-sept ans pour les ingénieurs en chef hors classe et pour les ingénieurs généraux.

Toutefois, pour les fonctionnaires ou agents qui ne réuniraient pas les conditions exigées par le décret du 1^{er} novembre 1928 pour obtenir une pension d'ancienneté de la caisse intercoloniale des retraites (compte tenu de l'abaissement d'âge prévu par le paragraphe 4 de l'article 7 du décret du 1^{er} novembre 1928), les limites d'âge ci-dessus sont reculées jusqu'à la date à laquelle ces agents auront droit à pension d'ancienneté, sans pouvoir, en aucun cas, dépasser soixante ans.

ART. 49. — Les fonctionnaires qui quittent le service après quinze ans de service au minimum peuvent obtenir, par décision ministérielle l'honorariat du grade qu'ils possèdent et, si leurs services antérieurs le justifient, du grade supérieur.

ART. 50. — Tout fonctionnaire ou agent sorti pour quelque raison que ce soit du cadre général ne peut, indépendamment des autres interdictions légales ou réglementaires :

a) Pendant un délai de deux ans au moins être admis comme entrepreneur de travaux publics ou concessionnaire de service public dans les colonies ou territoires dans lesquels il a exercé ses fonctions pendant ses cinq dernières années de service;

b) Pendant un délai de cinq ans au moins obtenir de permis minier ou une concession de quelque nature que ce soit dans les colonies ou territoires désignés ci-dessus.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 51. — A titre transitoire et pendant une période de cinq ans à compter de la date du présent décret, les dispositions relatives à la nomination au grade d'ingénieur principal et à celui d'ingénieur adjoint des travaux publics des colonies prévues au décret du 5 août 1910, modifié par les textes subséquents, pourront être appliquées sous la seule réserve des délais d'ancienneté fixés au présent décret aux fonctionnaires et agents des cadres des travaux publics des colonies en service à la date du présent décret.

Un arrêté du ministre fixera, chaque année, le nombre de places réservées en vertu de ces dispositions transitoires. Les bénéficiaires de ces dispositions prendront rang, dans les conditions prévues au présent décret, dans les tableaux en vue de la nomination au grade d'ingénieur et ingénieur adjoint et au grade d'ingénieur principal.

ART. 52. — A titre transitoire, les adjoints techniques du cadre général en service à la date du présent décret sont maintenus dans ce cadre jusqu'à leur disparition par voie d'extinction.

Ils relèvent des dispositions du présent statut. Leur limite d'âge est fixée à cinquante cinq ans.

La hiérarchie et les soldes de présence, ainsi que les accessoires de solde de ce personnel, sont ceux fixés par les textes en vigueur. Son classement reste fixe comme suit :

Adjoints techniques principaux, 2^e catégorie ;

Adjoints techniques, 3^e catégorie.

Ces fonctionnaires peuvent prendre part à l'examen professionnel pour l'accession au grade d'ingénieur adjoint dans les conditions prévues au présent décret.

ART. 53. — A titre transitoire pour le personnel en service à la date du présent décret, la limite d'âge, pour entrer dans le cadre général à la suite du concours d'ordre professionnel d'ingénieur adjoint, est reculée jusqu'à quarante-cinq ans.

ART. 54. — Pour les agents contractuels en service aux colonies au moment de la promulgation du présent décret la limite d'âge de trente ans prévue à l'article 15 est, pour se présenter au concours direct d'ingénieur adjoint stagiaire prévu par l'article 17 du présent décret, reculée jusqu'à trente-trois ans.

ART. 55. — Des dispositions transitoires seront prévues dans les arrêtés d'organisation des cadres locaux pour les fonctionnaires ou agents des cadres locaux des travaux publics et des mines actuellement en service, dont le grade ne serait pas inférieur à celui d'ingénieur adjoint et pour les agents des cadres auxiliaires. Ces arrêtés devront intervenir dans le délai d'un an après la date du présent décret.

Ceux des fonctionnaires ou agents de ces cadres du grade au moins d'adjoint technique et, exceptionnellement, les autres agents des cadres locaux des travaux publics, pourront prendre part à l'examen professionnel pour le grade d'ingénieur adjoint du cadre général s'ils se trouvent dans les conditions d'âge et de temps de service prévues au présent décret.

Ceux du grade d'ingénieur et ingénieur adjoint pourront, pendant un délai de cinq ans, à compter de la date du présent décret, prendre part au concours d'ingénieur principal du cadre général s'ils se trouvent dans les conditions d'âge et de service prévues au présent décret.

ART. 56. — A titre transitoire les fonctionnaires nommés dans le cadre de l'inspection générale des travaux publics des colonies à la date du présent décret pourront, après avis de la commission de classement, être inscrits dans l'un des tableaux prévus aux articles 29 et 30.

Leur nomination dans le cadre général sera faite à un grade correspondant à leur solde dans le cadre de l'inspection générale des travaux publics des colonies ou, à défaut, à celui de la solde immédiatement inférieure. Dans ce cas ils conserveront, à titre personnel, le bénéfice de leur solde actuelle jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement dans leur nouveau cadre une solde supérieure.

ART. 57. — A titre transitoire les ingénieurs principaux appartenant au cadre local de l'Indochine à titre de détachés depuis plus de huit années, qui demanderaient leur intégration dans le cadre général et dont la candidature aurait été retenue dans l'intérêt du service, pourront être l'objet d'arrêtés individuels de classement dans le cadre général, ces arrêtés fixant le grade qui leur est attribué après reconstitution de carrière par comparaison avec les fonctionnaires du cadre général de même origine et de même valeur et après avis de la commission de classement prévue à l'article 38.

ART. 58. — Les fonctionnaires et agents qui, par voie d'option, ont déclaré vouloir demeurer sous le régime des retraites auquel ils étaient assujettis avant le 1^{er} novembre 1928 conservent, pour la retraite, le bénéfice de la réglementation antérieure.

ART. 59. — Le personnel des travaux publics et des mines des colonies est soumis aux dispositions et règlements généraux (solde, passages, etc.) concernant le personnel colonial, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent décret.

ART. 60. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 61. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 9 mai 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Brevet d'invention

ARRETE N° 238 promulguant au Togo le décret du 15 mai 1936 portant application aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies du paragraphe b de l'article 6 du décret du 25 octobre 1935 modifiant l'article 37 de la loi du 27 décembre 1927 et fixant le montant de la taxe à payer lors du dépôt d'une demande d'addition à un brevet d'invention.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo ;

Vu le décret du 15 mai 1936 portant application aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies du paragraphe b de l'article 6 du décret du 25 octobre 1935 modifiant l'article 37 de la loi du 27 décembre 1927 et fixant le montant de la taxe à payer lors du dépôt d'une demande d'addition à un brevet d'invention ;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 mai 1936 portant application aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies du paragraphe b de l'article 6 du décret du 25 octobre 1935

modifiant l'article 37 de la loi du 27 décembre 1927 et fixant le montant de la taxe à payer lors du dépôt d'une demande d'addition à un brevet d'invention.

Porto-Novo, le 20 juin 1936.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu les articles 17 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Cameroun et le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, du 28 juin 1919;

Vu les lois des 5 juillet 1844, 31 mai 1856 et 7 avril 1902 sur les brevets d'invention;

Vu le décret du 14 avril 1928, rendant applicable aux colonies françaises et pays de protectorat dépendant du ministère des colonies, l'article 37 de la loi du 27 décembre 1927, fixant les taxes à payer lors du dépôt d'un brevet d'invention ou d'un certificat d'addition;

Vu l'article 6 (§ b) du décret du 25 octobre 1935, relatif à l'organisation administrative de l'office national de la propriété industrielle, ainsi conçu;

« La taxe de publication à verser lors du dépôt d'une demande de certificat d'addition à un brevet d'invention, qui avait été fixée à 200 frs. par l'article 37 de la loi du 27 décembre 1927, est portée à 250 frs., à partir de la publication du présent décret »;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu applicable aux colonies françaises, aux pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, le paragraphe b de l'article 6 du décret du 25 octobre 1935, fixant le montant de la taxe à payer lors du dépôt d'une demande de certificat d'addition à un brevet d'invention.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 15 mai 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Jacques STERN.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Produits pharmaceutiques

DECISION N° 219 complétant la liste des produits pharmaceutiques dont l'importation et la mise en vente sont autorisées dans le territoire du Togo. (Liste n° 2).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie au Togo;

Vu le décret du 4 mai 1928 réglementant le commerce la détention et l'emploi de substances vénéneuses au Togo, en sens le décret du 25 mai 1928 le modifiant;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1928 portant application des décrets du 4 mai 1928; ensemble tous arrêtés le modifiant ou le complétant;

Après avis du médecin chef de l'hôpital de Lomé et de l'inspecteur des pharmacies;

Vu l'avis du médecin colonel chef du service de santé du Territoire;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 susvisé :

« Romascol Morel » préparé par les laboratoires du « Romascol Morel » 10, rue Victor-Réant — Houdan (Seine et Oise).

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 10 juin 1936.

BOURGINE.

Nomination d'un chef de canton

ARRETE N° 225 portant nomination d'un chef de canton.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté 395 du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives du territoire du Togo;

Vu l'arrêté 396 du 4 septembre 1935 portant constitution du cercle du sud;

Vu l'arrêté 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo;

Vu l'arrêté 178 du 12 mai 1936 portant révocation du chef du canton d'Agbatopé (cercle du sud);

Vu le procès-verbal de consultation de la population du canton d'Agbatopé en date du 23 mai 1936;

Sur la proposition du commandant du cercle du sud et de l'administrateur supérieur du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nommé Richard AMENOU MAGLO, est nommé chef du canton d'Agbatopé (cercle du sud), en remplacement du chef MAGLO Simon, révoqué.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 10 juin 1936.

BOURGINE.

Commission d'enquête

ARRETE N° 230 nommant une commission d'enquête.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu le rapport n° 272 du 8 juin 1936 du chef du service de l'agriculture;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une commission d'enquête composée de :

M. PIC, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies *Président*

M.M. FRAU Max, adjoint de 2 ^e classe des services civils,	} <i>Membres</i>
FONTAINE, conducteur principal de 2 ^e classe,	
SAMSON Anatole, moniteur agricole auxiliaire de 2 ^e classe,	
KLOUTO Joseph, moniteur agricole auxiliaire de 2 ^e classe,	

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du moniteur auxiliaire de 4^e classe de l'agriculture AGBOKOU Martial.

Elle devra répondre aux questions suivantes :

1^o — Le moniteur AGBOKOU Martial, a-t-il donné de nouvelles preuves de paresse et d'incapacité professionnelle;

2^o — Est-ce que l'administration a intérêt à conserver un tel agent?

La commission donnera ensuite son avis sur la sanction disciplinaire à infliger à l'agent en cause en se prononçant d'abord sur la peine la plus élevée.

ART. 2. — M. FONTAINE, est nommé rapporteur de la commission.

ART. 3. — Le président de la commission est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 18 juin 1936.

BOURGINE.

Tableau d'avancement

ARRETE No 232 modifiant l'arrêté no 32 du 23 janvier 1936 portant inscription au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté no 32 du 23 janvier 1936 portant inscription au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté no 32 du 23 janvier 1936 susvisé est modifié de la façon suivante :

A. SERVICES CIVILS :

Pour le grade d'adjoint principal de 3^e classe :

Au lieu de :

M.M. MAILLET Jean, adjoint de 1^{re} classe (au choix);
TERRAC Jean Marie, adjoint de 1^{re} classe (au choix);

BERLIE Michel, adjoint de 1^{re} classe (au choix);
DASSONVILLE Jean, adjoint de 1^{re} classe (au choix);

ROTH René, adjoint de 1^{re} classe (au choix);
DANTEC Xavier, adjoint de 1^{re} classe (à l'ancienneté).

Lire :

M.M. MAILLET Jean, adjoint de 1^{re} classe (au choix);
TERRAC Jean, Marie, adjoint de 1^{re} classe (au choix);

DANTEC Xavier, adjoint de 1^{re} classe (à l'ancienneté);

BERLIE Michel, adjoint de 1^{re} classe (au choix);
DASSONVILLE Jean, adjoint de 1^{re} classe (au choix);

ROTH René, adjoint de 1^{re} classe (au choix);

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 juin 1936.

BOURGINE.

Budget de la commune mixte

ARRETE No 233 modifiant l'arrêté 507 du 14 septembre 1933 désignant les fonctions donnant droit à des indemnités et remises au compte du budget de la commune mixte de Lomé et fixant le taux de ces indemnités et remises pour les fonctionnaires ou agents rétribués sur un autre budget.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le fonctionnement des communes mixtes du Togo et notamment les articles 50 à 53;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu l'arrêté 507 du 14 septembre 1933 désignant les fonctions donnant droit à des indemnités et remises au compte du budget de la commune mixte de Lomé et fixant le taux de ces indemnités et remises pour les fonctionnaires ou agents rétribués sur un autre budget et tous actes subséquents le complétant ou le modifiant notamment l'arrêté 527 du 6 octobre 1934 et l'arrêté 604 du 24 novembre 1934;

Vu l'arrêté 320 du 19 juillet 1935 promulguant au Togo le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de dix pour cent sur les dépenses publiques;

Vu les inscriptions budgétaires de la commune mixte de Lomé durant les exercices 1934-1935-1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté du 14 septembre 1933 est modifié comme suit :

Au lieu de : pour l'année 1933,

Lire : à compter de l'année 1933.

ART. 2. — Sont entérinées toutes les dépenses effectuées au titre des indemnités et remises payées au compte du budget de la commune mixte de Lomé compte tenu des dispositions de l'arrêté du 14 sep-

tembre 1933, des modifications qui lui ont été apportées par arrêtés 527 du 6 octobre 1934 et 604 du 24 novembre 1934 et de la nouvelle modification suivante :

L'indemnité de fonction du secrétaire municipal fixée antérieurement à 1.800 francs l'an est ramenée à 900 francs pour compter du 1^{er} janvier 1935, elle reste soumise à la réduction de 20% instituée par arrêté du 24 novembre 1934.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 juin 1936.

BOURGINE.

Nomination d'assesseurs

ARRETE N° 234 portant nomination d'assesseurs près les tribunaux du 1^{er} degré de la subdivision d'Atakpamé et du tribunal criminel du cercle du centre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 21 avril 1933 portant réorganisation de la justice indigène au Togo; ensemble tous les textes modificatifs subséquents et notamment le décret du 22 janvier 1936;

Sur la proposition du commandant du cercle du centre;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés assesseurs près :

1^o — *Le tribunal du 1^{er} degré de la subdivision d'Atakpamé :*

TGHAKPARA SOUSSOUKPO, notable d'Atakpamé, de coutume ana, en remplacement de KOUGNENE HOUNKPATI, décédé;

ADJAI ROUMAHOU, notable de Gbécon, de coutume ewe, en remplacement de ABIBOU FREEMAN, décédé;

BATCHAROU MOUSSA, notable d'Atakpamé-Zongo, de coutume musulmane, en remplacement de AYIBOUKI BOUHARY, décédé.

2^o — *Le tribunal du 2^e degré et tribunal criminel :*

ALI TCHOLA MAMADOU, notable d'Atakpamé-Zongo, de coutume musulmane, en remplacement de KOULÉ OTCHÔ BELLO, décédé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 juin 1936.

BOURGINE.

Certificat médical

DECISION N° 232.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 28 du décret du 21 juin 1934 portant réglementation pour l'usage des voies ouvertes à la circulation publique dans l'Afrique occidentale française rendu applicable au Togo par décret du 16 juin 1935 promulgué par arrêté n° 347 du 29 juillet 1935;

Sur la proposition du chef du service de santé;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le médecin résident de l'hôpital de Lomé est désigné pour délivrer le certificat médical prévu à l'article 28 du décret du 21 juin 1934 pour les conducteurs de véhicules automobiles.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, insérée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 juin 1936.

BOURGINE.

ERRATUM au journal officiel du 16 juin 1936. Arrêté N° 217 du 31 mai 1936 page 265.

4^e Colonne : Total lire 83.181 francs au lieu de 83.541 francs.

6^e Colonne : Total lire 85.149 francs au lieu de 85.509 francs.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectations

Par décisions des :

11 juin 1936. — M. THIVOLLE Henri, géomètre-adjoint de 2^e classe du cadre local du Togo, retour de congé, attendu à Lomé vers le 17 juin 1936 par s/s *Canada*, est remis à la disposition du chef du service des travaux publics.

20 juin 1936. — M. DUBOIS Philippe, commis de 2^e classe des services civils du Togo, précédemment en service à la subdivision de Lama-Kara, est mis à la disposition du commandant du cercle du centre et nommé agent spécial à Atakpamé, en remplacement de M. ROU, adjoint de 1^{re} classe des services civils du Togo, en instance de départ en congé.

Congés — Passages

Par décisions des :

13 juin 1936. — Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir à Ceret (Pyrénées Orientales), est accordé à M. MENEAU Jean, adjoint de 3^e classe des services civils du Togo, qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses deux enfants âgés respectivement de 10 ans et 3 ans, sur le paquebot *Canada*, attendu à Lomé vers le 29 juin 1936.

17 juin 1936. — Le contrat intervenu le 20 décembre 1929 modifié par avenant du 25 septembre 1930 entre le Commissaire de la République française au Togo et M. DAGRON est résilié pour compter du jour du débarquement à Marseille.

Un congé de 7 mois pour en jouir à Paris, 5 rue François Bonvin, est accordé à M. DAGRON-Marcel, chef de travaux pratiques d'agriculture contractuel, qui compte 30 mois et 8 jours de séjours dans le Territoire.

Une réquisition de passage, en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B lui est accordée sur le paquebot *Touareg*, attendu à Lomé vers le 11 juillet 1936.

Conformément à l'article 6, § 5^e du contrat intervenu le 20 décembre 1929, M. DAGRON aura droit à une indemnité de licenciement payable en France égale aux trois douzièmes de sa solde de présence.

M. DAGRON devra se présenter devant le conseil de santé du 6 juillet 1936.

20 juin 1936. — Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir à Barr, (Haut-Rhin), est accordé à M. ROTH René, adjoint des services civils du Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 4 ans, sur le paquebot *Brazza*, attendu à Lomé vers le 7 juillet 1936.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nomination

Par décision du :

20 juin 1936. — Est rapportée, en ce qui concerne le facteur auxiliaire Lassey Henri, la décision n° 119 du 26 septembre 1935 portant nomination d'agents des postes.

Est désigné pour accomplir les fonctions d'agent des postes à Anié, le chef de train de 7^e classe Mathias Joseph.

Engagements

Par décision du :

10 juin 1936. — Sont engagés en qualité d'infirmiers vétérinaires auxiliaires au salaire mensuel de cent vingt cinq francs (125 f. 00) et mis à la disposition du commandant du cercle du nord, les nommés :

Michel KOUASSI,
Jean RINCLIFF.

Affectation

Par décision du :

6 juin 1936. — Le commis de 5^e classe des P. T. T. Wilson Godfray, en service à Palimé est nommé gérant des P. T. T. à Sokodé, en remplacement du commis de 4^e classe des P. T. T. D'ALMEIDA MILITAO, titulaire d'un congé.

Congés

Par décision des :

10 juin 1936. — Une permission de 10 jours, avec solde, valable du 4 au 13 juin 1936 inclus, est accordée

à l'aide-médecin de 6^e classe Eugène SAND, en service à la polyclinique de Lomé, pour en jouir à Agoué (Dahomey).

8 juin 1936. — Une permission de 6 jours, avec solde, valable du 7 au 12 juin 1936 inclus, est accordée à l'infirmier REGENT Claude, en service à la pharmacie de la polyclinique de Lomé, pour en jouir à Porto-Novo (Dahomey).

10 juin 1936. — Un congé de 60 jours, avec traitement, du 22 juillet au 19 septembre 1936 inclus, est accordé au commis d'administration principal de 1^{re} classe Jonathan KOUAKOU SANVEE, en service à la subdivision de Palimé, pour en jouir au Togo et au Dahomey.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 6 juillet au 4 août 1936 inclus, est accordé au facteur de 2^e classe des P. T. T. CAPOCHICHI Marc, en service à Palimé, pour en jouir à Savalou (Dahomey).

Le facteur de 2^e classe CAPOCHICHI Marc aura droit au transport gratuit de Palimé à Savalou et retour, pour lui et sa famille.

11 juin 1936. — Un congé pour maladie d'une durée de 3 mois, du 25 mai au 25 août 1936 inclus, est accordé à l'inspecteur auxiliaire de 8^e classe TCHACOROM Honoré, en service à Anécho, pour en jouir au Territoire.

Conformément à l'article 19 de l'arrêté du 24 mars 1936, il aura droit à la solde entière pendant les deux premiers mois et à la demi-solde pendant le troisième.

12 juin 1936. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 18 juin au 17 juillet 1936 inclus, est accordé au commis d'administration de 8^e classe AMOZOU Adolphe, en service aux travaux publics, pour en jouir au Territoire.

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 15 juin au 14 juillet 1936 inclus, à l'ouvrier de 2^e classe du chemin de fer Faustin L. ACOMATCHRI, en service à Lomé, pour en jouir au Dahomey.

30 jours, du 16 juin au 15 juillet 1936 inclus, à l'ouvrier de 2^e classe KOUAONI Paul, en service au wharf à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 16 juin au 15 juillet 1936 inclus, au canotier de 1^{re} classe AKAPKO Moïse, en service au wharf à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 25 juin au 24 juillet 1936 inclus, à l'infirmier-manipulateur de 4^e classe AGBEKPOU Paul Logosu, en service à l'hôpital de Palimé, pour en jouir à Anécho.

17 juin 1936. — Un congé de 30 jours, avec solde, du 1^{er} au 30 juillet 1936 inclus, est accordé au facteur de 2^e classe des P. T. T. Christophe A. AVITE, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

20 juin 1936. — Un congé de maternité de 2 mois, avec solde de présence, valable un mois avant l'accouchement et un mois après l'accouchement est accordé à l'infirmière de 1^{re} classe Anna Wood, en service à la subdivision sanitaire d'Anécho, pour en jouir au Territoire.

Un congé spécial de maternité de 2 mois, pour en jouir au Territoire, valable six mois avant l'accouchement et un mois après l'accouchement est accordé à la sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe Anna D'ALMEIDA, en service à la maternité de Palimé.

Punitions

Par décision du :

16 juin 1936. — Une punition de 10 jours de suspension de solde est infligée à l'inspecteur auxiliaire de police Paulin COMLAN, en service au cercle du nord, pour faute grave dans l'exécution de son service.

Révocation

Par arrêté du :

18 juin 1936. — Le moniteur agricole auxiliaire de 4^e classe MAOUKOUBY SANDANI, est révoqué de ses fonctions.

FORCES DE POLICE

Engagement

Par arrêté du :

17 juin 1936. — Est engagé pour 2 ans à compter du 1^{er} juillet 1936, après stage d'un an accompli (catégorie A.) comme milicien de 2^e classe, le milicien de 2^e classe stagiaire catégorie A. MADOUGOU, N° Mle M/442/A. D. de la P. C. Lomé.

Agrément de stagiaire

Le nommé MAMADOU TARAORÉ est agréé à la compagnie de milice en qualité de stagiaire de la catégorie B. à compter du 1^{er} juin 1936 et affecté le dit jour à la P. C. Lomé.

Garde indigène :

Rengagements

Par décision du :

15 juin 1936. — Sont rengagés pour 1 an à compter du :
1^{er} juin 1936 — SAMBA TARAORÉ, garde 1^{re} classe N° Mle 933, du peloton de dépôt, Lomé.

10 juin 1936 — TIORO, garde 2^e classe N° Mle 755, du peloton du nord (subdivision Sokodé).

1^{er} juillet 1936 — SABI, brigadier 2^e classe N° Mle 78, du peloton du nord (subdivision Sokodé).

3 juillet 1936 — MORA, brigadier chef 2^e classe N° Mle 830, du peloton du nord (subdivision Sokodé).

ECOLE V. BALLOT

Par décision du :

13 juin 1936. — M. FOURSAUD, administrateur des colonies, chargé de la section des affaires politiques, économiques et de l'administration générale, est désigné pour faire partie de la commission d'examen du diplôme de l'école primaire supérieure Victor Ballot, les 18, 19 et 20 juin 1936 à 7 h. 30.

ALLOCATIONS

Par décision du :

13 juin 1936. — Est accordée, pour l'année 1936 et dans les conditions fixées par l'arrêté n° 607 du 26 novembre 1934 une allocation de 1 franc par jour à la jeune métisse Yvonne Xavière KOUNDJA âgée de 6 ans, résidant à Lomé.

Cette disposition annule celle prévue en faveur de l'intéressée par décision n° 84 du 21 février 1936.

M^{me} Marie LICHTLE, en religion sœur GALLIGAN est désignée pour percevoir le montant de cette allocation.

INDEMNITÉS

Par décision du :

18 juin 1936. — Une indemnité de licenciement égale à deux mois de solde de présence est accordée à l'ex-garde d'hygiène KASSESSA DAOUROU, licencié pour incapacité physique.

SECOURS

Par décision du :

20 juin 1936. — Sont accordés les secours ci-après aux sinistrés du village de Kpadafé (cercle du centre — subdivision de Palimé) dont les noms suivent :

ANKOU	34 francs
William FOLI	40 francs
SANIOU EZATOTSE	40 francs
Augustin Kossi	20 francs
Sylvestre Kossi	20 francs
Philippe KWAMI	20 francs
Martin KOFFI	20 francs
APÉDO GAMADO	12 francs
AFESSI (femme veuve)	12 francs
KOUMA Michel	50 francs
Ferdinand FOLI	20 francs
Kossi Timotée	12 francs
Aloyss KOFFITSÉ	24 francs
COMLAN Richard	12 francs
AKPABI	12 francs
KOROKOU DETSI (veuve)	12 francs
KOUVI BIKOVI	12 francs
Johanes YAOTSE	12 francs
ZIAGBÉ ALIKPO	20 francs
AMUZOU APÉDO	12 francs
GASSOU	12 francs
ANÉOLONA	12 francs
Raphaël KOKOU	12 francs
Etienne YAO	12 francs
EKKOU ALAGA	12 francs
Blaise GOZO	12 francs
MENSAH KPABI	12 francs

Total . . . 600 francs

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XIV, article 3, paragraphe 1 du budget local, exercice 1936.

ARACHIDES

Par décision du :

13 juin 1936. — Est rapportée la décision du 5 février 1936, interdisant la vente des arachides dans les cercles du centre et du sud.

LISTE des marchandises en dépôt et non déclarés dans les délais légaux

(Art. 13 du décret du 11 novembre 1926)

N° DU REGISTRE	DATES DE LA MISE EN DÉPÔT	NOM DU NAVIRE	MARQUE-NUMÉRO DES COLIS	NOMBRE ET ESPÈCE DES COLIS	POIDS	
1931						
13	16.1.31	Adrar	396	s/m — s/n	2 Traverses	88
171	3.8.31	Casamance	236	— —	1 Traverse	44
1932						
110	4.8.32	Ft. Archamb.	193	— —	5 Traverses	220
121	23.8.32	Ft. Lamy	208	— —	9 Traverses	396
1933						
46	25.3.33	Maaskerk	71	LP ou 001 LR 001	2 Colis contenant des pièces de machine	523
1934						
151	27.10.34	Ft. de Souvi	243	GBO s/n	26 Tambours vides	822
157	5.11.34	Tasmanic	252	UAC —	1 Paquet contenant des articles de reclame	10
177	13.12.34	Edward Blyd.	286	FAOL 1 rouge	2 Barres fer plats	17
183	27.12.34	Amstelkerk	296	SOC — Atakpamé	1 Colis feuillard	25
1935						
1	2.1.35	Cherca	302	MOL s/n	1 Balle sacs de papier	1
1	—	—	302	CICA —	1 Colis sacs de papier	1
20	7.2.35	Savoia	31	s/m s/n	2 Paquets planches	60
32	4.3.35	Deide	51	COMMIS 1/3	1 Paquet de 3 caisses Whisky (vide)	20
39	21.3.35	Godfrey Holt	65	LNE s/n	1 Bouteille d'acide carbonique	15
46	8.4.35	Tagliamento	81	Titan —	1 Colis sacs papier	1
50	12.4.35	Ft. Archamb.	87	Ardic —	9 Barres fer	117
50	—	—	87	FAO —	45 Barres fer	360
66	10.5.35	Carnia	111	MOL — A.B.H. —	1 Colis sacs papier	1
76	29.5.35	Foucauld	132	A.S. —	1 Colis aux	14
108	6.8.35	Dupleix	191	R.E. —	4 Barres fer	32
118	17.8.35	Mary Slessor	205	S 36	1 Colis fer	45
122	6.9.35	Ft. Medine	217	1 rouge s/n	2 Bottes de 2 barres fer plat	60
122	—	—	217	— — FAO —	2 Bottes de 3 barres fer plat	90
123	—	Chelma	218	Cotonou —	1 Sac sel	20
140	10.10.35	Tagliamento	242	SCOA —	5 Barils ciment	900
140	—	—	242	SGCG —	1 Sac ciment	40
151	30.10.35	Hoggar	258	GGA —	1 Caisse contenant boîtes vides à imprimer	30
3	28.12.35	Amstelkerk	310	DTG 500	2 Sacs ciment	15
—	—	—	s/m s/n	8 Sacs sel	160	
—	—	—	— —	1 Colis bagages	20	

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

I. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

L'exercice 1932-1933 a été pour la banque de l'Afrique occidentale le premier qui ait bénéficié, dans sa totalité, des mesures d'assainissement édictées par la loi du 12 avril 1932 portant approbation de la convention du 26 juin 1931, mesures auxquelles nous avons fait allusion au début de la partie de notre rapport consacrée l'an-

née dernière au fonctionnement de l'institut d'émission de nos colonies de l'Ouest africain.

Le poste des effets en souffrance de la banque française de l'Afrique, effets dont le recouvrement est garanti par nos colonies d'Afrique, a été ramené au cours de cet exercice de 88.469.255 frs. 47 à 81.308.915 frs. 31, bénéficiant ainsi d'un amortissement de 6.660.340 frs. 16.

Les conjonctures économiques de l'exercice sous revue n'ont apporté aucune amélioration à la situation de l'établissement privilégié.

Elles ont, en effet, marqué une dépression qui, pour être moins sensible que celle enregistrée par l'exercice précédent, n'en a pas moins constitué un obstacle à la reprise de l'établissement.

Pour des exportations accrues en tonnage de 15 p. 100 environ. Les valeurs de réalisation ont subi une régression de 3,7 p. 100 sur les chiffres de l'exercice dernier.

De même, les importations relevées en tonnage de 1,6 p. 100 ont enregistré une baisse en valeur de 6 p. 100 environ.

Au Sénégal, dont la situation économique conditionne pour la plus grande part l'activité de l'institut d'émission, la « traite » commencée avec des prix relativement rémunérateurs n'a pas tardé à subir le contre-coup d'une baisse sensible des cours.

L'arachide s'est finalement inscrite au-dessous de 680 francs la tonne, cours particulièrement bas, pour un produit qui coûtait 2.000 francs trois ans auparavant.

Quant aux autres territoires où la banque exerce son privilège : colonies de l'Afrique occidentale française autres que le Sénégal, territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, Afrique équatoriale française, aucun mouvement sérieux de reprise économique n'est venu compenser les mécomptes laissés par les opérations de traite du Sénégal.

A ces motifs d'ordre économique qui expliquent, pour une très grande part, la diminution d'activité de l'institut d'émission, vient, s'ajouter une raison d'ordre technique tirée de l'influence amoindissante qu'exerce sur le compartiment d'escompte et d'avances de la banque l'obligation qui est faite à cette dernière de transférer au pair et sans limitation sur les places d'Afrique les fonds d'origine métropolitaine qui viennent, pour un temps relativement court, s'employer à financer l'activité commerciale des colonies où elle exerce son privilège.

Enfin, ainsi qu'il a été signalé dans notre précédent rapport, à la partie finale du chapitre des « considérations générales », la banque conserve dans son portefeuille un contingent d'effets moratoriés qui représente le reliquat des effets réescomptés chez elle par la Banque Commerciale Africaine.

Ces effets qui sont repris aujourd'hui sous une rubrique particulière du bilan « porte-feuille couvert par des garanties spéciales » ne représentent plus, au 30 juin 1933, qu'une somme de 30.744.430 francs contre 72 million de francs environ réescomptés à l'origine. Leur recouvrement est, en outre, assez solidement garanti.

Ils n'en constituent pas moins un poste provisoirement « gelé » et improductif de l'actif de l'institut d'émission.

II. — ACTIVITÉ MONÉTAIRE ET BANCAIRE.

Résultats généraux de l'exercice :

1^{re} Capital et réserves. — Le capital de la banque est nominale de 50 millions de francs. Le capital effectivement versé est de 38.750.000 francs, se décomposant en :

a) 35 millions représentés par 70.000 actions entièrement libérées ;

b) 3.750.000 francs correspondant à 30.000 actions nouvelles libérées du quart.

Quant aux réserves, elles se maintiennent au 30 juin

1933 au chiffre de 21 millions 158.420 francs, auquel elles s'élevaient au 30 juin 1932.

2^o Opérations de la banque. — La plupart des compartiments de l'activité bancaire de l'Institut d'émission de l'Ouest africain se sont ressentis de la continuation de la crise.

Les virements d'Europe sur les succursales d'Afrique dont nous avons signalé plus haut le caractère improductif et les inconvénients en ce qui concerne le compartiment des escomptes de la banque ont continué à croître, passant de 139 millions 608.600 frs. 95 en 1931-1932 à 193.248.889 frs. 77, soit une augmentation de 53.640.288 frs. 82, c'est-à-dire de 38 p. 100 environ.

Par contre, le montant des avances diverses, escomptes locaux et recouvrements, n'atteint durant l'exercice 1932-1933 que 169.914.399 frs. 81, en régression de 105.615.576 frs. 55 sur les chiffres de l'exercice précédent ; les escomptes sur l'Europe ont reculé de 293.021.034 frs. 19 à 171.696.654 frs. 07, soit une perte de 121.324.380 frs. 12 (nouvelle régression de plus de 40 p. 100 après le recul de 62,5 p. 100 de l'année précédente) ; les tirages sur l'Europe marquent une diminution de 121.179.118 frs. 85, représentant la différence entre 607 millions 097.381 frs. 82 en 1931-1932 et 485 millions 918.262 frs. 96 en 1932-1933.

3^o Circulation fiduciaire. — La circulation fiduciaire de la banque de l'Afrique Occidentale s'inscrit, au 30 juin 1933, à 343.189.475 francs contre 363 millions 082.355 francs au 30 juin 1932, soit une réduction de 19.892.880 francs sensiblement inférieure à la réduction qui avait été enregistrée l'année précédente. Comparé au chiffre du 30 juin 1930, qui était de 642.219.350 francs, le montant de la circulation au 30 juin 1933 marque un recul de près de 47 p. 100.

La composition de ce courant fiduciaire est caractérisée par un équilibre relatif entre les billets de faible valeur et ceux de 100 francs et au-dessus. Les chiffres sont :

Coupures de 1.000 francs, 500 francs et 100 francs	177.030.700 f.
Coupures de 50 francs, 25 francs et 5 francs	166.138.775
TOTAL ÉGAL	343.189.475 f.

La garantie des billets émis a oscillé, au cours de l'exercice, entre 38 p. 100 et 53 p. 100 du chiffre global de la circulation.

En dépit des difficultés éprouvées par l'Institut d'émission, la garantie de ses billets s'est donc trouvée solidement maintenue et est restée en permanence supérieure au minimum légal de 33,3 p. 100.

4^o Résultats bénéficiaires. — Par suite des amortissements que la banque s'est vue contrainte d'effectuer sur certains éléments de son porte-feuille, les bénéfices nets pour les deux semestres de l'exercice se sont élevés à :

Bénéfices nets du premier semestre	228.223 f. 57
Bénéfices nets du deuxième semestre	140.078 80
SOIT AU TOTAL	368.302 f. 37

Ces bénéfices dont, comme on peut le constater, le montant a été insignifiant ont été reportés à nouveau.

Le montant des redevances revenant à l'Etat, au cours de ces deux semestres, a été de :

440.153 frs. 62 pour le premier semestre.

471.875 frs. 89 pour le deuxième semestre.

912.029 frs. 51 au total.

En exécution de l'article 2 de la loi du 12 avril 1932, cette somme, à l'exception de 96.557 frs. 69, mis à la disposition du territoire du Cameroun, et de 147 milles 266 frs. 17, versés au territoire du Togo, a été inscrite au crédit d'un compte spécial tenu par la banque pour l'amortissement d'un réescompte de 15 millions de francs consenti en vue de son redressement à la banque commerciale africaine sur la demande du gouvernement.

DOMAINES

Par arrêtés des :

6 juin 1936. — Est et demeure annulée la clause d'indisponibilité résultant des dispositions du paragraphe 5 de l'article 8 de l'arrêté du 1^{er} avril 1927, mentionnée au tableau B de la section III du titre foncier n° 71 du cercle de Lomé, appartenant au sieur KANGNI Séverin, forgeron, demeurant à Lomé, concessionnaire définitif du terrain domanial, objet dudit titre.

Le périmètre du centre urbain de Mango est délimité comme il suit :

1° — *au nord* : par une droite AE d'une longueur de 2.022 mètres coupant les routes de Dapango et A' et de Borgou en E' respectivement à 305 mètres et 220 mètres de leur point d'intersection avec la route reliant les bureaux du poste au quartier Djabou, le point A se trouvant à 435 mètres à l'ouest du point A'.

2° — *à l'ouest* : par une ligne nord-sud d'une longueur de 1.379 mètres reliant le point A au point B et coupant la route de Yendi à 662 mètres du point A.

3° — *au sud* : par une droite ouest-est d'une longueur de 1.372 mètres reliant le point B au point C et coupant la route de Lomé à 349 mètres du point B.

4° — *à l'est* : par une droite C.D d'une longueur de 1.035 mètres formant avec la ligne B.C. un angle de 130 grades 56 centigrades.

b) par une ligne d'une longueur de 476 mètres 30 reliant le point D au point E.

16 juin 1936. — M. BERTON, surveillant des travaux publics à Mango, est désigné, comme géomètre ad hoc, pour procéder le *lundi* 22 juin 1936 à huit heures du matin, au bornage d'un terrain urbain, non bâti, situé à Mango, cercle du nord, de la surface de dix hectares, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines, suivant réquisition n° 996 du 14 avril 1936.

Avis de demande d'immatriculation

au livre foncier du territoire du Togo

Suivant réquisition, n° 998, déposée le 26 juin 1936 le sieur Abraham Lawson profession d'ancien agent sanitaire, propriétaire-plantier, demeurant et domicilié à Anécho, agissant comme propriétaire majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, portant des cases indigènes à usage d'habitation, en ruine; d'une contenance totale de 5 ares 89 centiares situé à Lomé (quartier n° 5) commune mixte de Lomé, cercle du sud connu sous le nom des anciennes parcelles n°s 269, 131 et 270, borné au nord par terrains à Albert Kudjonu et Seni, à l'est par la rue de la Mission, au sud par terrains à Komlassa et Kolevi, à l'ouest par la rue d'Amutivé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE.

Mouvement Commercial de la Colonie pendant l'Année 1935
TABLEAU RÉCAPITULATIF DES IMPORTATIONS
 Valeurs exprimées en milliers de francs

NUMÉROS DES CHAPITRES de la nomenclature	DÉSIGNATION DES CHAPITRES	VALEUR DES MARCHANDISES FRANÇAISES IMPORTÉES			VALEUR DES MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES								TOTAL GÉNÉRAL	
		DE FRANCE	DES COLONIES FRANÇAISES	TOTAL	DU JAPON	DES COLONIES ANGLAISES	D' ANGLETERRE	D' ALLEMAGNE	DE BELGIQUE	DES ETATS UNIS D'AMÉRIQUE	DE HOLLANDE	DES AUTRES PAYS	TOTAL	
		Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs
	RÉCAPITULATION													
	1^{re} SECTION. — MATIÈRES ANIMALES.													
1 ^{re}	Animaux vivants					4,5							4,5	4,5
2	Produits et dérivés d'animaux	61		81		21	77	9		13	51,5	112	283,5	344,5
3	Pêches	12		12	1	481	3		9	34		52	559	571
4	Substances animales propres à la médecine et à la parfumerie											3	3	3
5	Matières dures à tailler		1	1		4						4	4	5
	TOTAL	73	1	74	1	490,5	80	9	8	47	51,5	187	854	928
	2^e SECTION. — MATIÈRES VÉGÉTALES.													
6	Farineux alimentaires	33	70,5	103,5	1	2,5	24,5		5	195	5	185	418	521,5
7	Fruits et graines	7	0,5	7,5		237	8			4		188,5	436,5	444
8	Denrées coloniales de consommation	230	48	278		13	389	11	14	811	29	171	1.418	1.694
9	Huiles et sucs végétaux	40,5		40,5	1	0,5	33	1	1		13	3	52,5	93
10	Espèces médicinales	1		1			1						1	2
11	Bois	2	23	25			3	14		2		83	87	112
12	Fruits, tiges et filaments à ouvrer	11	0,5	11,5		269							269	280,5
13	Teintures et tannins													
14	Produits et déchets divers	28		28		41	5		8	3	2	2,5	59,5	87,5
15	Boissons	362	88	448		90	243,5	185	3		227	637	1.295,5	1.743,5
	TOTAL	714,5	226,5	941	2	653	690	221	29	1.015	278	1.151	4.037	4.978
	3^e SECTION. — MATIÈRES MINÉRALES.													
16	Pierres, terres et combustibles minéraux	265,5		265,5			313	53	8,5	1.344	2	468	2.189,5	2.455
17	Métaux	39,5		39,5			530	9	294,5			12,5	836	875,5
	TOTAL	305		305			843	62	293	1.344	2	481,5	3.025,5	3.330,5
	4^e SECTION. — FABRICATIONS.													
18	Produits chimiques	132,5	3	135,5		7,5	66	3	2		12	327	417,5	553
19	Teintures préparées	1		1										1
20	Couleurs	31		31			33	98	195		3		329	380
21	Compositions diverses	633		533	35	9,5	673,5	112	3	12	4	3	752	1.285
22	Poteries	9,5		9,5	19,5		9	49	3		1	10,5	89	98,5
23	Verres et cristaux	33,5		33,5	10		37	32	12		9	73	197	230,5
24	Fils	6		6	2	3	828	25	89			2	727	733
25	Tissus	134		134	1.783	1.576	5.961	261	91,5	8,5	1.032	589	11.319	11.453
26	Papiers et ses applications	144,5	5	149,5			53,5	8,5	11	0,5	8	33,5	125	274,5
27	Peaux et pelleteries ouvrées	17		17	27		45	7				1	60	97
28	Ouvrages en métaux	557	10	597	131,5	12	858	828,5	143	408	29	489	2.699	3.288
29	Armes et munitions	53		53			24	3					27	85
30	Meubles	3		3			19	1				0,5	20,5	23,5
31	Ouvrages en bois	5,5		5,5			1	6			4	1,5	12,5	18
32	Instruments de musique	4		4			33	13		3			49	53
33	Ouvrages de sparterie et vannerie				39		5						44	44
34	Ouvrages en matières diverses	758	2,5	758,5	130	1.038,5	582	169	9	328	7	353,5	2.638	3.398,5
	TOTAL	2.425,5	20,5	2.446	2.174	2.683,5	8.943	1.438	533,5	756	1.109	1.885,5	19.525,5	21.971,5
	TOTAL GENERAL	8.518	246	8.766	2.177	3.827	10.558	1.728	868,5	3.182	1.438,5	3.685	27.442	31.208

Mouvement commercial de la Colonie pendant l'année 1935
TABLEAU RÉCAPITULATIF DES EXPORTATIONS
 Valeurs exprimées en milliers de francs.

NUMÉROS DES CHAPITRES de la nomenclature	DÉSIGNATION DES CHAPITRES	VALEUR DES MARCHANDISES DU CRU DE LA COLONIE OU NATIONALISÉES ET EXPÉDIÉES A DESTINATION DE									TOTAL des exportations	RAPPEL DU CHIFFRE des réexportations	TOTAL GÉNÉRAL A LA SORTIE (Exportations et réex- portations réunies)
		La France	les colonies françaises	l'Angleterre	les colonies anglaises	l'Allemagne	la Hollande	les Etats-Unis	la Belgique	l'Espagne	les Autres pays		
		Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs
	RÉCAPITULATION												
	1^{re} SECTION. — MATIÈRES ANIMALES.												
1 ^{re}	1 ^{re} Animaux vivants		0,5		18,5							19	19
2	2 Produits et dépouilles d'animaux			4	3,5							7,5	10,5
3	3 Pêches				1.030							1.030	1.030
4	4 Matières dures à tailler	1										1	1
	TOTAL	1	0,5	4	1.032							1.057,5	1.060,5
	2^e SECTION. — MATIÈRES VÉGÉTALES.												
3	3 Farineux alimentaires	432	13		230							1	676
6	6 Fruits et graines	7.622	1,5	284	22	753	572	191		61	226		9.734,5
7	7 Denrées coloniales de consom- mation	8.032			48	4.483	380	1.801	50		67	50,5	13.111,5
8	8 Huiles et sucs végétaux	1.302	1		104						105		1.512
9	9 Bois	0,5										0,5	0,5
10	10 Fruits tiges et filaments à ouvrer	2.377		1.689		1.397	212		317				5.992
11	11 Produits déchets divers		0,5									0,5	0,5
12	12 Boissons											0,5	0,5
	TOTAL	19.765,5	16	1.973	404	6.635	1.364	1.992	367	61	398	52	33.027,5
	3^e SECTION. — MATIÈRES MINÉRALES.												
13	13 Pierres, terres et combustibles											22	22
14	14 Métaux											13	13
	TOTAL											35	35
	4^e SECTION. — FABRICATIONS.												
15	15 Produits chimiques											1	1
16	16 Compositions diverses	648										2,5	650,5
17	17 Fils											1	1
18	18 Tissus											227,5	227,5
19	19 Papiers et ses applications											9	9
20	20 Ouvrages en métaux											386,5	386,5
21	21 Armes et munitions											1,5	1,5
22	22 Meubles	4	3									9	9
23	23 Ouvrages en bois											4	4
24	24 Ouvrages en matières diverses		1,5									65	66,5
	TOTAL	652	6,5									698	1.356,5
	TOTAL GÉNÉRAL	20.418,5	23	1.977	1.436	6.635	1.364	1.992	367	61	398	788	35.479,5

Mouvement Commercial de la Colonie pendant l'Année 1935
TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉEXPORTATIONS
 Valeurs exprimées en milliers de francs

NUMÉROS DES CHAPITRES DE LA Nomenclature	DÉSIGNATION DES CHAPITRES /	VALEUR DES MARCHANDISES D'ORIGINE FRANÇAISE RÉEXPORTÉES A DESTINATION DE						VALEUR DES MARCHANDISES ÉTRANGÈRES RÉEXPORTÉES A DESTINATION DE						TOTAL GÉNÉRAL des Réexportations
		la France	les Colonies françaises	l'Angleterre	l'Allemagne	les Autres pays	TOTAUX	la France	les Colonies françaises	l'Angleterre	l'Allemagne	les Autres pays	TOTAUX	
		Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	
	RÉCAPITULATION													
2	1 ^{re} SECTION. — MATIÈRES ANIMALES.													
	Produits et dépouilles d'ani- maux					3	3							3
	TOTAL					3	3							3
	2 ^e SECTION. — MATIÈRES VÉGÉTALES.													
6	Farineux alimentaires		0,5				0,5					0,5	0,5	1
8	Denrées coloniales de con- sommation		0,5				0,5	38			7	5	50	50,5
15	Boissons					0,5	0,5							0,5
	TOTAL		1			0,5	1,5	38			7	5,5	50,5	52
	3 ^e SECTION. — MATIÈRES MINÉRALES.													
16	Pierres, terres et combustibles minéraux								14			8	22	22
17	Métaux							6	4			3	13	13
	TOTAL							6	18			11	35	35
	4 ^e SECTION — FABRICATIONS.													
18	Produits chimiques		1				1							1
21	Compositions diverses					2,5	2,5							2,5
24	Fils								1				1	1
25	Tissus					10	10		138,5			79	217,5	227,5
26	Papiers et ses applications	1	8				9							9
28	Ouvrages en métaux	10,5	21		16	119	166,5	1	211	8			220	386,5
29	Armes et munitions		0,5			1	1,5							1,5
31	Ouvrages en bois							2	1			1	4	4
34	Ouvrages en matières diverses.	1	43,5	2	1	14,5	64		0,5			0,5	1	65
	TOTAL	12,5	76	2	17	147	254,5	3	352	8		80,5	443,5	698
	TOTAL GÉNÉRAL	12,5	77	2	17	150,5	259	47	370	8	7	97	529	788

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES FRANÇAISES IMPORTÉES						DE JAPON		DES COLONIES ANGLAISES	
		DE FRANCE		DES COLONIES FRANÇAISES		TOTAL					
		Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
CHAPITRE V											
MATIÈRES DURES A TAILLER											
Dents d'éléphants et d'hippopotames — défenses	100 kil. net.			0,5	1	0,5	1			1	4
TOTAL					1		1				4
DEUXIÈME SECTION											
MATIÈRES VÉGÉTALES											
CHAPITRE VI											
FARINEUX ALIMENTAIRES											
Céréales en grains. { avoine	100 kil. brut.										
	— maïs									5	0,5
Céréales en farines { — en estagnons	100 kil. 1/2 brut.	7	1			7	1				
	— en barils.										
	— autres (farine de maïs)									1	0,5
Biscuits de mer { légèrement sucrés .	—	15	4			15	4				
	— non sucrés										
Semoules en pâtes et pâtes d'Italie	100 kil. 1/2 brut.	21	8			21	8				
Fécules exotiques (sagoux, salep, farine de manioc)	100 kil. net.									2	0,5
Riz — en grains — autres { entiers	—	10	1	1.303	70	1.313	71			20	1
	— brisures	50	3			50	3				
Légumes secs (entiers ou en farines).	100 kil. brut.	12	4	2	0,5	14	4,5	2	1		
Pommes de terre	100 kil. net.	74	10			74	10				
Autres farineux alimentaires	—	1	2			1	2				
TOTAL			33		70,5		103,5		1		2,5
CHAPITRE VII											
FRUITS ET GRAINES											
Fruits de table frais { pommes et poires	100 kil. net.	1	1			1	1			7	3
	— raisins	2	1			2	1				
	— noix de colas										
	— autres	1	1			1	1				
Fruits { secs { pruneaux et prunes	—	3	3			3	3				
de table { ou tapés { amandes et noisettes	—										
Fruits et graines { arachides — en coques	1000 kil. brut.									2.095	90
	— amandes de palme									1.698	144
oléagineuses { coprah	100 kil. net.										
Autres fruits et graines	—	2	1	1	0,5	3	1,5				
TOTAL			7		0,5		7,5				237
CHAPITRE VIII											
DENRÉES COLONIALES DE CONSOMMATION											
Sucres raffinés { en pains, cassés ou sciés	100 kil. net.	1.902	180	204	18	2.106	198				
	— en poudre										
Sirops, bonbons et fruits confits au sucre	—	15	11			15	11			3	1
Biscuits sucrés	—	5	7			5	7				
Confitures au sucre et au miel	100 kil. 1/2 brut.	2	1			2	1				
Cafés	100 kil. brut.									2	3
A reporter			199		18		217				4

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES

TOTAL
GÉNÉRAL

D'ANGLE-TERRE		D'ALLEMAGNE		DE BELGIQUE		DES ÉTATS-UNIS		DE HOLLANDE		DES AUTRES-PAYS		TOTAL		TOTAL GÉNÉRAL	
Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs		
												1	4	1,5	5
													4		5
1	0,5					4	2					5	2,5	5	2,5
41	2,5					2.725	179					2.766	181,5	2.766	181,5
4	0,5					121	11					4	0,5	11	1,5
												121	11	121	11
				1	0,5							2	1	2	1
55	14			6	2					26	6	87	22	102	26
										6	2	6	2	6	2
										11	4	11	4	32	12
												2	0,5	2	0,5
										2.916	160	2.936	161	4.249	232
4	1			5	1			1	0,5	6	2	18	5,5	32	10
36	4			22,5	1			77	4,5	106,5	10,5	242	20	316	30
7	2			1	0,5	7	3			1	0,5	16	6	17	8
	24,5				5		195		5		185		418		521,5
5	2					5	1			4	1	21	7	22	8
1	1											1	1	3	2
										1.072	185	1.072	185	1.072	185
										2	1	2	1	3	2
4	2					5	2			1	0,5	10	4,5	13	7,5
										1	0,5	1	0,5	1	0,5
										1	0,5	1	0,5	1	0,5
												2.095	90	2.095	90
												1.648	144	1.698	144
1	1					3	1			3	1	7	3	10	4,5
	6						4				189,5		436,5		444
409	41									1.871	165	2.280	206	4.386	404
8	1											8	1	8	1
70	50			16	6	5	2	50	25	3	2	147	86	162	97
18	19	23	11	14	7					2	1	57	38	62	45
9	6									1	1	10	7	12	8
												2	3	2	3
	117		11		13		2		25		169		291		558

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES FRANÇAISES IMPORTÉES						DE JAPON		DES COLONIES ANGLAISES	
		DE FRANCE		DES COLONIES FRANÇAISES		TOTAL					
		Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs
<i>Report</i>			199		18		217				4
Chocolats	100 kil. 1/2 brut.	6	6			6	6				
Poivres	100 kil., brut.										
Girofles (clous et griffes)	100 kil. net.	2	2	4	2	6	4				
Vanille	Le kil. net.	10k	1			10k	1				
Thé	100 kil. net.									4	9
Tabacs { en feuilles	—										
Tabacs { fabriqués { cigares	—										
Tabacs { fabriqués { cigarettes	—	3	5	14	26	17	31				
Tabacs { fabriqués { autres	—	1	2			1	2				
Autres denrées et produits	—	8	15			8	15				
TOTAL			230		46		276				13
CHAPITRE IX											
HUILES ET SUCS VÉGÉTAUX											
Huiles végétales { d'olives	100 kil. net.	11	8			11	8				
Huiles végétales { de ricin	—	3	1			3	1				
Huiles végétales { de lin	—							2	1		
Huiles végétales { d'arachides	—	53	20			53	20				
Huiles végétales { autres	—	2	1			2	1				
Goudron végétal	—										
Essence de thérébenthine	—	1	0,5			1	0,5				
Graisses végétales alimentaires autres	100 kil. 1/2 brut.	20	10			20	10			2	0,5
TOTAL			40,5				40,5		1		0,5
CHAPITRE X											
ESPÈCES MÉDICINALES											
Herbes, fleurs	100 kil. net.	0,5	1			0,5	1				
TOTAL			1				1				
CHAPITRE XI											
Bois											
a) <i>Bois communs</i>											
Bois à construire { sciés { pins et sapins	100 kil. brut.										
Bois à construire { sciés { pitchpins	—										
b) <i>Bois exotiques</i>											
Bois d'ébenisterie (1) sciés à 2 déci- mètres d'épaisseur au moins — autres	Le stère	5	2	584	23	589	25				
TOTAL			2		23		25				
CHAPITRE XII											
FRUITS, TIGES ET FILAMENTS A OUVRER											
Coton — en laine	100 kil. net.	4	3			4	3			767	269
Crin végétal	—			2	0,5	2	0,5				
Autres végétaux filamenteux (bruts ou teillés	—	31	8			31	8				
TOTAL			11				11,5				269

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES														TOTAL GÉNÉRAL	
D'ANGLE-TERRE		D'ALLEMAGNE		DE BELGIQUE		DES ÉTATS-UNIS		DE HOLLANDE		DES AUTRES PAYS		TOTAL		Quantités	Valeurs
Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs		
	117		11		13		2		25		169		291		558
2	7			1	1							3	8	9	14
1	1											1	1	1	1
														6	4
														10	1
0,5	1					1.552	804			1	1	5,5	11	5,5	11
												1.552	804	1.552	804
								0,5	4			0,5	4	0,5	4
56	242					1	5					57	247	74	278
1	1									2	1	3	2	1	2
														11	17
	369		11		14		811		29		171		1.418		1.694
50	21	1	1							3	2	3	2	14	10
16	4							29	7			51	22	54	23
6	2											47	12	47	12
1	1											6	2	59	22
												1	1	3	2
				3	1							3	1	3	1
4	1							13	5	2	1	19	7	20	7,5
15	4							3	1			20	5,5	40	15,5
	33		1		1				13		3		52,5		93
0,5	1											0,5	1	1	2
	1												1		2
41	7	28	14							769	63	838	84	838	84
10	1					32	2					42	3	42	3
														589	25
	8		14				2				63		87		112
												767	269	771	272
														2	0,5
														31	8
													269		280,5

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES FRANÇAISES IMPORTÉES									
		DE FRANCE		DES COLONIES FRANÇAISES		TOTAL		DE JAPON		DES COLONIES ANGLAISES	
		Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
CHAPITRE XIV											
PRODUITS ET DÉCHETS DIVERS											
Légumes frais { aulx et oignons	100 kil. net.	2	1			2	1			414	41
Légumes frais { autres	—	46	13			46	13				
Légumes conservés { choucroute	—	2	2			2	2				
Légumes conservés { autres	100 k. 1/2 brut.	12	6			12	6				
Champignons	—	4	4			4	4				
Truffes	—	0,5	1			0,5	1				
Conserves de tomate	100 kil. net.										
Drilles (vieux cordages, vieux chiffons, etc.)	—	3	1			3	1				
Etopes.	—										
TOTAL			28				28				41
CHAPITRE XV											
BOISSONS											
Vins { ordinaires vinés ou non (autres que mousseux),	Hectolitre.	389,5	99	339	85	728,5	184				
	—	21	22			21	22				
	—	13	29			13	29				
	—	3	3			3	3				
Vins { mousseux	—										
Vins { de liqueur; vins artificiels et autres vins fabriqués	Hectol. et deg.	56	57	1	1	57	58				
Vinaigres autres que de parfumerie — en bouteilles	Hectolitre	19	4			19	4				
Cidres et poirés	—										
Bière { en fûts	—									228	80
Bière { en bouteilles	—									3	1
Limonade	—										
Alcools et eaux-de-vie { eaux-de-vie fines de vin	Hectol. et deg.	30	39			30	39				
Alcools et eaux-de-vie { rhums	—	4	2			4	2				
Alcools et eaux-de-vie { autres en bouteilles 35° et plus	—	52	54			52	54				
Alcools et eaux-de-vie { autres en bouteilles 35° et plus	—										
Liqueurs et fruits confits à l'eau-de-vie 25° et plus	—	25	26			25	26				
Eaux minérales de toutes sortes	Volume	96	27			96	27			48	9
Glace (eau congelée)	100 kil. net.										
TOTAL			362		86		448				90
TROISIEME SECTION											
MATIÈRES MINÉRALES											
CHAPITRE XVI											
PIERRES, TERRES ET COMBUSTIBLES MINÉRAUX											
Meules (à moudre et à aiguiser)	100 kil. net.	9	3			9	3				
Craie et blanc d'Espagne	—	14	2			14	2				
Matériaux de cons- truction {	ardoises pour écrire (encastrées ou non)	—	5	2		5	2				
	briques non pleines (de plus de 0-08)	—	18	0,5		18	0,5				
	vernisées (autres) d'épaisseur	—	246	8		246	8				
	chaux ordinaire ou grasse	100 kil. brut.									
ciment	—										
autres matériaux	100 kil. net.	12	1			12	1				
A reporter			16,5				16,5				

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES

TOTAL
GÉNÉRAL

D'ANGLE- TERRE		D'ALLE- MAGNE		DE BELGIQUE		DES ÉTATS-UNIS		DE HOLLANDE		DES AUTRES PAYS		TOTAL		TOTAL GÉNÉRAL	
Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Valeurs	Quan- tités	Valeurs	Quan- tités	Valeurs	Quan- tités	Valeurs	Quan- tités	Valeurs
13	2							2	0,5	3	0,5	419	42	421	43
								10	1	3	1	26	4	72	17
8	2			19	6	6	3	1	0,5			1	0,5	3	2,5
												33	11	45	17
														4	4
										7	1	7	1	0,5	1
														7	1
3	1											3	1	3	1
	5				6		3		2		2,5		59,5		87,5
										1.670	417	1.670	417	2.398,5	601
		4	3					2	1			6	4	27	26
														13	29
														3	3
1	3	18	9					12	8	23	21	54	41	111	99
1	1											1	1	20	5
		10	6									10	6	10	6
		15	3									15	3	15	3
46	16	307	108	10	3			380	132	282,5	99	1.253,5	438	1.253,5	438
6	2	270	61									279	64	279	64
														30	39
														4	2
														52	54
1	1							138	86			139	87	139	87
128	218											128	218	128	218
		2	1									2	1	27	27
6	2	24	4									78	15	174	42
4	0,5											4	0,5	4	0,5
	243,5		195		3				227		537		1.295,5		1.743,5
1	0,5	1	1									2	1,5	11	4,5
7	2											7	2	21	4
		12	3									12	3	17	5
				13	5,5							13	5,5	31	6
439	17	49	2									488	19	734	27
12.030	231	1.825	32							10.499	190	25.154	453	25.154	453
														12	1
	250,5		38		5,5					190			484		500,5

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES FRANÇAISES IMPORTÉES						DE JAPON		DES COLONIES ANGLAISES	
		DE FRANCE		DES COLONIES FRANÇAISES		TOTAL					
		Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs
<i>Report</i>			16,5				16,5				
Houille agglomérée	100 kil. net.	21.908	233			21.908	233				
Goudron minéral	—										
Huiles de pétrole } lampantes ordinaires, raffinées et de schiste . } et extra-raffinées } essences	—	35	8			35	8				
Huiles lourdes et résidus de pétrole .	—	7	3			7	3				
Mazout	—										
Autres produits non dénommés	—	10	5			10	5				
TOTAL			265,5				265,5				
CHAPITRE XVII											
MÉTAUX											
Fer { étiré en barres	100 kil. net.	97	8			97	8				
ou acier feuillards et bandes	—										
tôles pour toiture	—	7	1			7	1				
fils de fer ou d'acier galvanisés	—	10	6			10	6				
Cuivre pur ou allié de zinc et d'étain, en fils	—										
Plomb battu ou laminé	—	1	0,5			1	0,5				
Étains alliages dits de soudure	—	2	1			2	1				
Autres métaux	—	20	23			20	23				
TOTAL			39,5				39,5				
QUATRIÈME SECTION											
FABRICATIONS											
CHAPITRE XVIII											
PRODUITS CHIMIQUES											
Iode, iodures et iodoformes	100 kil. net.	0,5	1			0,5	1				
Acide carbonique	—	3	1			3	1			1	0,5
Acide sulfurique	—	10	3			10	3				
Ammoniaque	—	3	4			3	4				
Potasse et carbonate de potasse	—	6	0,5			6	0,5			76	6
Soude caustique	—	1	0,5			1	0,5				
Sel marin { aggloméré	—									185	1
raffiné blanc	—										
Alcools impropres à la consommation de bouche dénaturés (amyliques, éthyli- ques et autres	L'hectolitre	8	3			8	3				
Alun d'ammoniaque ou de potasse	100 kil. net.										
Oxygène comprimé	—			22	3	22	3				
Carbure de calcium	100 kil. brut.	17	3			17	3				
Permanganate de potasse	100 kil. net.	1	2			1	2				
Sulfates { de magnésie	—										
de soude	—										
de quinine et autres sels de quinine	—	2	58			2	58				
Engrais chimiques	—	11	1			11	1				
Produits dérivés de la distillation du gou- dron de houille	—	2	0,5			2	0,5				
Produits chimiques non dénommés autres	—	54	55			54	55				
TOTAL			132,5		3		135,5				7,5

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES

TOTAL
GÉNÉRAL

D'ANGLE-TERRE		D'ALLEMAGNE		DE BELGIQUE		DES ÉTATS-UNIS		DE HOLLANDE		DES AUTRES-PAYS		TOTAL		TOTAL GÉNÉRAL	
Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
	250,5		38		5,5						190		484		500,5
849	41,5							39	2			888	43,5	21.906	233
						8.203	579			840	59	9.043	638	9.043	638
						7.257	597			658	40	7.915	637	7.950	645
31	6	72	11	24	3	918	118			61	5	1.106	143	1.113	146
184	15					671	50			2.417	175	3.272	240	3.272	240
		9	4									9	4	19	9
	313		53		8,5		1.344		2		469		2.189,5		2.455
199	13	67	5	1.112	78					98	7	1.476	103	1.573	111
199	25			168	21					42	5	409	51	409	51
3.629	469			1.572	183							5.201	652	5.208	653
										1	0,5	1	0,5	11	6,5
		1	0,5									1	0,5	1	0,5
96	19	13	3	12	2							121	24	122	24,5
3	3	1	0,5									4	3,5	6	4,5
36	1			5	0,5							41	1,5	61	24,5
	530		9		284,5						12,5		836		875,5
4	20											4	20	4,5	21
								1	0,5			2	1	5	2
1	0,5											1	0,5	11	3,5
														3	4
1	0,5											77	6,5	83	7
8	4											8	4	9	4,5
								4	0,5	31.490	323	31.679	324,5	31.679	324,5
6	1											6	1	6	1
4	2	6	3	1	1			19	8			30	14	38	17
36	3											36	3	36	3
														22	3
27	4									25	4	52	8	69	11
														1	2
23	3											23	3	23	3
8	1											8	1	8	1
0,5	1											0,5	1	2,5	59
														11	1
														2	0,5
81	26			4	1			14	3			99	30	153	85
	66		3		2				12		327		417,5		553

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES FRANÇAISES IMPORTÉES									
		DE FRANCE		DES COLONIES FRANÇAISES		TOTAL		DE JAPON		DES COLONIES FRANÇAISES	
		Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
CHAPITRE XIX											
TEINTURES PRÉPARÉES											
Indigo, indigo pastel, bleu en boules	100 kil. net.	0,5	1			0,5	1				
TOTAL			1				1				
CHAPITRE XX											
COULEURS											
Outremer	100 kil. net.	1	3			1	3				
Vernis } à l'alcool.	—	2	1			2	1				
} à l'essence, à l'huile	—	1	1			1	1				
Encre à écrire ou à imprimer.	—	3	3			3	3				
Noirs de fumée et autres	—	2	1			2	1				
Crayons à gaine de bois	—	1	2			1	2				
Ocre broyée ou autrement préparée.	—	36	3			36	3				
Couleurs } broyées à l'huile	—	23	10			23	10				
} autres non dénommées	—	3	7			3	7				
TOTAL			31				31				
CHAPITRE XXI											
COMPOSITIONS DIVERSES											
Parfumeries } savons — autres	100 kil. net.	3	4			3	4	19	7		
} autres } alcooliques	—	19	28			19	28	1	2		
} non alcooliques	—	3	6			3	6	46	24	2	9
Savons autres que ceux de parfumerie	—	418	88			418	88	3	1		
Epices } moutarde	—	2	1			2	1				
préparées } autres.	—									2	0,5
Médicaments } eaux distillées alcooliques	—	17	27			17	27	0,5	1		
} composés } autres.	—	15	364			15	364				
Cire à cacheter — ordinaire	—	3	1			3	1				
Bougies de toutes sortes	100 kil. ½ brut.										
Colle forte	100 kil. net.	2	1			2	1				
Cirage	100 kil. ½ brut.	1	2			1	2				
Autres produits	—	13	11			13	11				
TOTAL			533				533		35		9,5
CHAPITRE XXII											
POTERIES											
Poteries } réfractaires communes.	100 kil. net.	1	0,5			1	0,5				
} communes autres — non vernissées	—	3	3			3	3	1	0,5		
Carreaux et pavés céramiques — autres de toutes sortes	—	7	1			7	1				
Faïences } stannifères.	—										
} fines.	—	13	1			13	1	80	15		
Porcelaine — blanche ou décorée	—	8	4			8	4	7	1		
TOTAL			9,5				9,5		16,5		
CHAPITRE XXIII											
VERRES ET CRISTAUX											
Glaces — de moins de ½ mètre carré.	100 kil. net.							20	7		
Gobeletterie de } unie	—	1	0,5			1	0,5				
verre ou de } verres de lampes	—										
crystal											
à reporter			0,5				0,5		7		

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES

TOTAL
GÉNÉRAL

D'ANGLE-TERRE		D'ALLEMAGNE		DE BELGIQUE		DES ÉTATS-UNIS		DE HOLLANDE		DES AUTRES-PAYS		TOTAL		TOTAL GÉNÉRAL	
Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs		
														0,5	1
															1
4	3	82	75	237	192							323	270	324	273
2	1											2	1	4	2
8	3			1	0,5							9	3,5	10	4,5
3	2											3	2	6	5
3	1											3	1	5	2
0,5	1											0,5	1	1,5	3
0,5	1	12	1	2	0,5							14,5	2,5	50,5	5,5
70	20	61	21	5	2			7	3			143	46	166	56
1	1	3	1									4	2	7	9
	33		98		195				3				329		360
143	51	26	8			1	1	11	4	4	2	204	73	207	77
12	14	36	39			1	1					50	56	69	84
478	261	62	43	2	1	1	3					591	341	594	347
476	101	22	5									501	107	919	195
														2	1
1	1											3	1,5	3	1,5
1	2	1	2			2	4			0,5	1	5	10	22	37
214	110,5	3,5	10	1	0,5	2	3					220,5	124	235,5	488
2	1											2	1	5	2
45	19			2	1							47	20	47	20
2	1	4	2									6	3	8	4
13	8	2	1									15	9	16	11
5	4	1	2	1	0,5							7	6,5	20	17,5
	573,5		112		3		12		4		3		752		1.285
														1	0,5
		5	2									6	2,5	9	5,5
		7	1									7	1	14	2
		22	6									22	6	22	6
14	8	133	40	8	3			4	1	31	10,5	270	77,5	283	78,5
4	1											11	2	19	6
	9		49		3				1		10,5		89		98,5
5	3	3	3	11	4							39	17	39	17
7	2	4	3	12	4					2	1	25	10	26	10,5
		24	11									24	11	24	11
	5		17		8					1			38		38,5

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES FRANÇAISES IMPORTÉES									
		DE FRANCE		DES COLONIES FRANÇAISES		TOTAL		DE JAPON		DES COLONIES ANGLAISES	
		Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs
<i>Report</i>			0,5				0,5		7		
Verres à vitres — ordinaires	100 kil. net.										
Vitrifications — en grains percés (verro- terie)	—									27	34
Bouteilles plei- nes ou vides et } d'un ½ litre et plus flacons } de moins de ½ litre	Le cent	224	10			224	10			55	3
	—	401	10			401	10	29	1		
Lampes électriques à incandescence	100 kil. net.	0,5	1			0,5	1	1	2		
Objets en verre non dénommés	—	14	12			14	12				
TOTAL			33,5				33,5		10		37
CHAPITRE XXIV											
Fils											
Fils de lin de chanvre ou de ramie — re- tors — en écheveau écrus	100 kil. net.	1	1			1	1				
Ficelles et fils polis	—	4	4			4	4			11	2
Cordages (goudronnés ou non)	—									2	1
Fils de coton	simples	blanchis	—								
		teints	—								
		glacés ou mer- cerisés	—								
	retors	écrus	0,5	1			0,5	1	1	2	
		blanchis	—								
		teints	—								
lignes de pêche	—										
Fils de laine — simples — teints	—										
Fils — autres non dénommés	—										
TOTAL			6				6		2		3
CHAPITRE XXV											
Tissus											
<i>a) Tissus de lin, de chanvre ou de ramie.</i>											
Tissus unis en pièces — écrus	100 kil. net.	4	7			4	7				
Bâches et prélaris	—	22	35			22	35				
<i>b) Tissus de jute, de phormium, d'abacca, etc.</i>											
Sacs pleins ou } neufs	Poids net et nombre	3.067p 20	3			3.067p 20	3			533.900p 5.291	1.098
vides } usagés	—	1.600p 16	2			1.600p 16	2			5.300p 29	9
Tissus grossiers et d'emballage; semelles et tresses	100 kil. brut.	3	2			3	2				
Tapis de pied	100 kil. net.										
<i>c) Tissus de coton.</i>											
écrus	100 kil. net.							1.012	790	3	3
blanchis	—	4	9			4	9	30	29	3	8
Tissus unis croisés et coutils	teints en toutes nuances	guinées et simi- laires — gui- nées		Le mètre de longueur							
		autres que gui- nées et simi- laires									
		100 kil. net.	4	9		4	9	119	117		
imprimés et fabriqués avec fils teints	—	1	3			1	3	166	196	32	97
<i>A reporter</i>			70				70		1.132		1.220

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES														TOTAL GÉNÉRAL	
D'ANGLE-TERRE		D'ALLEMAGNE		DE BELGIQUE		DES ÉTATS-UNIS		DE HOLLANDE		DES AUTRES PAYS		TOTAL		TOTAL GÉNÉRAL	
Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs		
	5		17		8						1		38		38,5
		8	1	23	3							31	4	31	4
		2	2							34	68	63	104	63	104
181	9	33	2					187	9	23	1	479	24	703	34
204	4	256	5									489	10	890	20
0,5	1	2	4							1	2	4,5	9	5	10
2	5	2	1	0,5	1					0,5	1	5	8	19	20
	24		32		12				9		73		197		230,5
		3	5	3	1					1	1	7	7	8	8
44	26	22	9	24	8					1	1	102	46	106	50
33	8			84	21							119	30	119	30
72	80											72	80	72	80
205	271											205	271	205	271
36	54	0,5	1	21	39							58,5	96	59	97
59	75											59	75	59	75
3	6											3	6	3	6
3	9											3	9	3	9
78	95											78	95	78	95
		3	10									3	10	3	10
0,5	2											0,5	2	0,5	2
	626		25		69						2		727		733
0,5	1											0,5	1	4,5	8
33	38			21	18							54	56	76	91
6.600p 64	13			9.000p 86	30					1.650p 3 149.679 282	1	542.150p 5.338 163.979 397	1.112 160	545.217p 5.378 165.579 413	1.115 162
118	39			43	15							161	54	164	56
										2	2	2	2	2	2
141	122			1	2	2	4			221	157	1.380	1.083	1.380	1.083
83	120	3	3	1	2					2	1	122	163	126	172
15.264	27											15.264	27	15.264	27
238	346	4	7							91	90	452	560	456	569
1.958	4.925	117	184	1	1			326	1.025	90	124	2.690	6.552	2.691	6.555
	5.631		194		68		4		1.025		496		9.770		9.750

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES FRANÇAISES IMPORTÉES									
		DE FRANCE		DES COLONIES FRANÇAISES		TOTAL		DE JAPON		DES COLONIES ANGLAISES	
		quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs
<i>Report</i>			70				70		1.132		1.220
Tissus façonnés { basins, reps, damassés et brillantés	100 kil. net.							12	13	3	12
Tissus façonnés { piqués et couvertures en piqué.	—	1	1			1	1				
Tissus façonnés { velours et peluches	—										
Bonneterie — autres articles	—	4	9			4	9	203	332	1	8
Tulles unis et tulles bobinots	—	0,5	1			0,5	1	4	5		
Dentelles et rideaux dentelles	—										
Passementerie et rubannerie	—	0,5	2			0,5	2				
Mèches de lampes et articles similaires	—										
Filets de pêche	—									2	2
d) Tissus de laine, d'alpaga, de mohair, Cachemire etc.											
Tissus pour habillement — autres	—	1	4			1	4			1	4
Bonneterie — autres objets	—	0,5	1			0,5	1	1	4		
Fez et bonnets turcs	—	1	5			1	5				
Couvertures, châles et tapisseries	—									0,5	2
f) Tissus de soie et bourre de soie :											
Tissus de soie — pure unis — en couleur	100 kil. net.							1	3		
Foulards	—							4	11		
Bonneterie — autres objets	—							0,5	1		
Tissus de rayonne	—	1	6			1	6	56	134	2	41
g) Vêtements et lingerie (articles confectionnés):											
Vêtements et parties de vêtements { de lin.	100 kil. net.	4	10			4	10				
Vêtements et parties de vêtements { pour hommes { de coton	—	3	13			3	13	98	142	50	250
Vêtements et parties de vêtements { de laine	—	1	4			1	4				
Vêtements et parties de vêtements { de soie	—	0,5	5			0,5	5	2	6	2	36
Vieux vêtements (articles de friperie)	—										
Cravates et cols-cravates — en soie	—	0,5	1			0,5	1				
Lingerie cousue	—	0,5	2			0,5	2				
TOTAL			134				134		1.783		1.575
CHAPITRE XXVI											
PAPIERS ET SES APPLICATIONS											
Papier { ou carte — autre	100 kil. net.	79	56			79	56				
Papier { à reproduire dit carbone	—	1	4			1	4				
Papier { photographique	—	1	6			1	6				
Carton { en feuilles	—										
Carton { moulé, coupé et façonné	—	5	4			5	4				
Livres { en français	—	4	23			4	23				
Livres { autres	—			1	1	1	1				
Journaux et périodiques de toutes sortes	—	1	0,5			1	0,5				
Gravures, estampes, lithographies, cartes postales, etc.	—	1	2			1	2				
Films cinématographiques	La mètre de longueur.			88.800	4	88.800	4				
Étiquettes	100 kil. net.										
Cartes à jouer	Le jeu.										
Imprimés non dénommés	100 kil. net.	37	49			37	49				
TOTAL			144,5		5		149,5				

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES

TOTAL
GÉNÉRAL

D'ANGLE- TERRE		D'ALLE- MAGNE		DE BELGIQUE		DES ETATS-UNIS		DE HOLLANDE		DES AUTRES-PAYS		TOTAL		TOTAL GÉNÉRAL	
quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs
	5,631		194		68		4		1.025		496		9.770		9.750
65	125									1	3	81	153	81	153
9	15	20	17	16	9,5			6	6			51	47,5	52	48,5
2	5	0,5	1									2,5	6	2,5	6
7	32	0,5	2	1	1					4	9	216,5	384	220,5	393
0,5	1											4,5	6	5	7
										0,5	1	0,5	1	0,5	1
														0,5	2
		0,5	1	6	10							6,5	11	6,5	11
0,5	1											2,5	3	2,5	3
8	36	1	4									10	44	11	48
1	6											2	10	2,5	11
1	1											1,5	3	1,5	3
										1	5	2	8	2	8
0,5	3									8	58	12,5	72	12,5	72
												0,5	1	0,5	1
4	19	6	38							4	15	72	247	73	253
34	75	1	4	1	1	2	2	0,5	1			186,5	475	189,5	488
2	8									1	2	3	10	4	14
2	13											6	55	6,5	60
2	1			4	2	1	0,5					7	3,5	7	3,5
1	5											1	5	1,5	6
1	4											1	4	1,5	6
	5,981		261		91,5		6,5		1.032		589		11.319		11.453
39	17	12	4	30	9			18	7	174	29	273	66	352	122
0,5	1											0,5	1	1,5	5
1	2	0,5	1	0,5	1					0,5	1	2,5	5	3,5	11
45	6	9	0,5									54	6,5	54	6,5
3	1									28	3	31	4	36	8
														4	23
3	3											3	3	4	4
														1	0,5
														1	2
														69.600	4
0,5	1											0,5	1	0,5	1
168	0,5											168	0,5	168	0,5
43	32	2	3	4	1	1	0,5	3	1	2	0,5	55	38	92	87
	63,5		8,5		11		0,5		8		33,5		125		274,5

DESIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES FRANÇAISES IMPORTÉES								DE JAPON		DES COLONIES ANGLAISES	
		DE FRANCE		DES COLONIES FRANÇAISES		TOTAL							
		quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs
CHAPITRE XXVII													
PEAUX ET PELLETERIES OUVRÉES													
Peaux préparées — tannées ou mégissées — autres	100 kil. net.	0,5	1			0,5	1						
Ouvrages en peau — chaussures autres que babouches	La paire et les 100 k. n.	81 p 1	2			81 p 1	2	1.718 p 15	19				
Courroies de transmission	100 kil. net.	1	2			1	2						
Malles en bois ou carton recouvertes de cuir	—												
Pelletteries préparées, ouvrées ou confectionnées	—	3	12			3	12	5	8				
TOTAL			17				17		27				
CHAPITRE XXVIII													
OUVRAGES EN MÉTAUX													
a) Orfèvrerie, bijouterie, horlogerie.													
Orfèvrerie — plaquée ou argentée.	100 kil. net.												
Bijouterie — doublée d'or et d'argent.	—	0,5	1			0,5	1						
Montres — autres	Poids net et nombre.												
Horloges, pen- (pendules à poser et dules, réveils etc } horloges réveils	—	22 p 0,5	1			22 p 0,5	1	120 p 1	1				
b) Machines et mécaniques.													
Appareils complets	moteurs fixes à explosion	Poids net et nombre.	2 p 2	3		2 p 2	3					2 p 9	11
	hydrauliques (pompes et ventilateurs)	100 kil. net.	4	5		4	5						
	machines pour l'agriculture	—	80	149		80	149						
	machines à coudre	Unité.						4	1				
	dynamos et autres appareils électriques	100 kil. net.	14	21		14	21						
	machines-outils	—	6	9		6	9						
	machines à écrire ou à calculer	Unité.	1	2		1	2						
	bascules et balances, appareils de levage	100 kil. net.	35	35		35	35						
	appareils complets non dénommés	—	39	65		39	65						
	machines frigorifiques	—	1	2		1	2						
Pièces détachées et organes — de plusieurs métaux	—	16	44		16	44							
c) Ouvrages divers en métaux.													
Outils emmanchés ou non — en fer ou acier	100 kil. net.	19	16			19	16	1	0,5				
Toile métallique — en cuivre ou laiton	—	4	7			4	7						
Grillages en fer ou acier	—												
Mercerie	aiguilles — à coudre.	—											
	épingles	—	0,5	1		0,5	1						
Hameçons	—							1	1				
Plumes en métal autres que l'or et l'argent	—	0,5	2			0,5	2						
Coutellerie	commune	—	1	1		1	1						
	fine	—	0,5	1		0,5	1	1	1				
	rasoirs	—	0,5	1		0,5	1						
A reporter			366				366		4,5				11

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES

TOTAL
GÉNÉRAL

D'ANGLE- TERRE		D'ALLE- MAGNE		DE BELGIQUE		DES ÉTATS-UNIS		DE HOLLANDE		DES AUTRES-PAYS		TOTAL		TOTAL GÉNÉRAL	
quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs
3	4											3	4	3,5	5
887 p 8	23									48 p 0,5	1	2.631 p 21,5	43	2.692 p 22,5	45
4	11											4	11	5	13
		1	1									1	1	1	1
2	7	3	6									10	21	13	33
	45		7								1		80		97
0,5	1											0,5	1	0,5	1
		301 p 0,5	4							4	18	4	18	4,5	19
										120 p 0,5	2	421 p 1	6	421 p 1	6
28 p 1	2	987 p 4	11									1.195 p 8	14	1.157 p 8,5	15
1 p 8	3											3 p 12	14	5 p 14	17
1	1											1	1	5	6
4	3	1	2									5	5	85	154
177	57											181	58	181	58
31	36	1	3									32	39	46	60
92	41			4	3							96	44	102	53
18	8	2	3			8	5					28	16	29	18
														35	35
11	10	1	7	1	1	2	6	2	7			17	31	56	96
22	39					5	4			2	3	29	46	30	48
21	17	7	18	175	26	4	7			15	10	222	78	238	122
67	15	638	128	21	5	0,5	2			4	1	731,5	151,5	750,5	167,5
		3	3									3	3	7	10
25	5	2	0,5									27	5,5	27	5,5
		1	1									1	1	1	1
														0,5	1
										1	2	2	3	2	3
														0,5	2
186	55	238	77	25	5							449	137	450	138
0,5	1	38	49							3	3	42,5	54	43	55
0,5	3	2	4									2,5	7	3	8
	297		312,5		40		24		7		39		733		1.089

DESIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES FRANÇAISES IMPORTÉES									
		DE FRANCE		DES COLONIES FRANÇAISES		TOTAL		DE JAPON		DES COLONIES ANGLAISES	
		quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs
<i>Report</i>			366				366		4,5		11
ouvrages en fonte moulée — marmites et fourneaux	100 kil. net.										
ferronnerie { constructions	—	132	38	52	9	184	47				
{ métalliques	—	80	51	1	1	81	52	4	4		
serrurerie { petits ouvrages	—	5	5				5	3	3		
{ clous	—										
clouterie { pointes en fil de	—										
fer ou d'acier	—										
vis, pitons, boulons et écrous	—	62	18			62	18				
tuyaux — soudés (par rap- prochement ou par recou- vrement)	—	12	3			12	3				
articles de ménage et	—										
autres ouvrages non	—	0,5	1			0,5	1	2	3		
dénommés { peints, polis ou	—										
vernissés	—										
étamés ou é- maillés	—	3	4			3	4	470	114		
Appareils inodores, réservoirs de chasse	—	530	57			530	57			1	1
Ouvrages en	—										
cuivre pur ou	—							5	3		
allié — articles { de lampisterie	—	2	5			2	5				
{ autres	—										
Accumulateurs électriques	—	18	9			18	9				
TOTAL			557		10		567		131,5		12
CHAPITRE XXIX											
ARMES ET MUNITIONS											
Armes à feu — fusils de chasse et de tir; carabine et cannes-fusils	La pièce	17	13			17	13				
Poudres à tirer	100 kil. net.	2,5	2			2,5	2				
Cartouches — chargées	—	12	32			12	32				
Projectiles { plomb de chasse	—	2	1			2	1				
{ autres	—	2	10			2	10				
Artifices pour divertissement	—										
TOTAL			58				58				
CHAPITRE XXX											
MEUBLES											
En fer ou cuivre — liés	100 kil. net.	1	1			1	1				
En bois { courbés (sièges et autres)	—										
{ autres	—	1	2			1	2				
TOTAL			3				3				
CHAPITRE XXXI											
OUVRAGES EN BOIS											
Futaillies vides montées ou non	100 kil. net.	3	0,5			3	0,5				
Balais (de sorgho, bouleau, etc.)	—	4	2			4	2				
Planches et frises rabotées, ramées ou bouvettées	—										
Manches d'instruments agricoles	—	5	1			5	1				
Autres ouvrages en bois	—	2	2			2	2				
TOTAL			5,5				5,5				

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES

D'ANGLE-TERRE		D'ALLEMAGNE		DE BELGIQUE		DES ÉTATS-UNIS		DE HOLLANDE		DES AUTRES-PAYS		TOTAL		TOTAL GÉNÉRAL	
quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs
	297		312,5		40		24		7		39		733		1.089
21	4	4	1	46	7							71	12	71	12
		1	1	4	3							5	4	189	51
101	48	30	23	5	2	0,5	1	2	2	0,5	1	143	81	224	133
7	6	59	38	3	1							72	48	77	53
12	4	28	7	45	6					121	12	206	29	206	29
										52	5	52	5	52	5
1	1	14	4	78	10							93	15	155	33
18	2											18	2	30	5
1	6	11	10									14	19	14,5	20
861	329	261	109	92	24			45	17	468	296	2.197	889	2.200	893
2.902	157	14	12	503	42	1.547	376	13	3	592	134	4.672	725	5.202	782
1	2	117	108			4	4			1	2	128	119	128	119
0,5	1	3	5			1	3					4,5	9	6,5	14
1	1			19	8							20	9	38	18
	858		628,5		143		408		29		489		2.699		3.266
3	1											3	1	20	14
16	13											16	13	18,5	15
5	6											5	6	17	38
10	2											10	2	12	3
1	2	4	3									5	5	5	5
	24		3										27		85
68	19											68	19	69	20
		1	1							1	0,5	1	0,5	1	0,5
										1		1	1	2	3
	19		1								0,5		20,5		23,5
1	0,5									1	0,5	1	0,5	4	1
										1		1	0,5	5	2,5
1	0,5									9	1	9	1	9	1
		6	6					11	4			1	0,5	6	1,5
												17	10	19	12
	1		6						4		1,5		12,5		18

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES FRANÇAISES IMPORTÉES									
		DE FRANCE		DES COLONIES FRANÇAISES		TOTAL		DE JAPON		DES COLONIES ANGLAISES	
		quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs
CHAPITRE XXXII											
INSTRUMENTS DE MUSIQUE											
Pianos — droits	La pièce										
Tambourins	—										
Autres instruments	100 kil. net.										
Pièces détachées	—										
Phonographes et gramophones	La pièce	1	4			1	4				
Rouleaux pour phonographes et disques pour gramophones	—	311	3			311	3				
TOTAL			4				4				
CHAPITRE XXXIII											
OUVRAGES DE SPATERIE ET VANNERIE											
Tapis et nattes de Chine	100 kil. net.							125	37		
Chapeaux — de pailles de toutes natures, cousus ou remaillés	—							1	2		
TOTAL									39		
CHAPITRE XXXIV											
OUVRAGES EN MATIÈRES DIVERSES											
Voitures { automobiles	L'unité	14	147			14	147			11	44
	pièces détachées pour automobiles	100 kil. net.	26	58			26	58			
	vélocipèdes	L'unité	1	1			1	1	102	14	
	pièces détachées pour vélocipèdes	100 kil. net.	2	5			2	5	5	6	
Bâtiments — de mer — entiers — en bois	L'unité										
	enveloppe pour autos	100 kil. net.	99	166			99	166			1 0,5
Ouvrages en caoutchouc et en gutta-percha {	enveloppe pour velo	—	6	9			6	9	8	6	1
	vêtements	—	1	2			1	2			1
	chaussures	La paire							19.797	65	
	autres	100 kil. net.	5	12			5	12	1	1	
	chambre à air pour autos	—	15	23			15	23			
	chambre à air pour velo	—	3	6			3	6	5	2	
Feutres pour doublages et autres	—										
Chapeaux {	en feutre de poil ou en laine	—						1	5		
	casquettes, bonnets, etc.	—	1	4			1	4	0,5	1	
Casques insolaires	—	6	27			6	27			0,5	1
Articles de lingerie avec ou sans étie {	pipes en { bois	—	3	10			3	10			
Ouvrages en écume de mer fausse, pétroïd, celluloid, corne, os, avec ou sans garniture en métal	—										
	—	1	1			1	1				
Liège ouvré — bouchons	—	1	1			1	1				
Appareils de photographie	—										
Instruments de précision ou scientifiques {	d'optique et d'observation	—	1	5					1	5	
	—										
A reporter											
			477				472		102		45,5

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES.

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES.														TOTAL GÉNÉRAL	
D'ANGLE-TERRE		D'ALLEMAGNE		DE BELGIQUE		DES ÉTATS-UNIS		DE HOLLANDE		DES AUTRES-PAYS		TOTAL			
quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs	quan- tités	valeurs
1	1	2	4			1	3					3	7	3	7
0,5	1	0,5	1									1	1	1	1
0,5	1											1	2	1	2
67	20	41	4									0,5	1	0,5	1
1.809	10	603	4									108	24	109	25
												2.412	14	2.723	17
	33		13				3						49		53
												125	37	125	37
1	5											2	7	2	7
	5												44		44
9	123					42	285					62	452	76	599
36	15	3	3			36	26			1	6	76	50	102	108
424	126	98	24									624	161	625	162
15	15	40	31					1	1			61	53	63	58
				2	6							2	6	2	6
												1	0,5	1	0,5
39	52					9	10			9	15	58	78	157	244
14	17	9	6					4	3	7	4	42	36	48	45
4	8											4	8	5	10
126	2									3.106	15	23.029	82	23.029	82
2	5	3	3	1	1					0,5	1	7,5	11	12,5	23
9	18					3	3			2	2	14	23	29	46
12	12	7	8					1	2	1	1	26	25	29	31
93	11	23	3									118	14	118	14
4	11	13	20	1	1					2	9	21	46	21	46
16	31	0,5	1	0,5	1							17,5	34	18,5	38
4	22											4,5	23	10,5	50
		7	16							1	3	8	19	11	29
		88	23									88	23	88	23
		5	14							5	21	10	35	11	36
2	2									5	3	7	5	8	6
		0,5	2									0,5	2	0,5	2
														1	5
	470		154		9		324		6		80		1.186,5		1.663,5

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES														TOTAL GÉNÉRAL	
D'ANGLE-TERRE		D'ALLEMAGNE		DE BELGIQUE		DES ÉTATS-UNIS		DE HOLLANDE		DES AUTRES PAYS		TOTAL			
quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs
	470		154		9		324		6		80		1.186,5		1.663,5
														3	19
		0,5	1									1,5	4	0,5	2
														1,5	4
1	3	1	3							1	1	3,5	8	3,5	8
1	4	1	1							1	1	3	6	5	11
		4	5									4,5	8	6,5	12
7	17											9	19	9	19
35	87	19	25			1	2	1	1	16	10	895	1.118	1.085	1.368,5
										530	263,5	536	265,5	536	265,5
1	1											28	23	28,5	24
	582		189		9		326		7		355,5		2.638		3.396,5

Colonie pendant l'année 1935

DES EXPORTATIONS

OU NATIONALISÉES EXPORTÉES POUR

												TOTAL des RÉEXPORTATIONS (Tableau S n° 3 bis)		COMMERCE GÉNÉRAL A LA SORTIE Total général des exportations et des réexportations	
Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Va- leurs	Quan- tités	Valeurs	Quan- tités	Valeurs	Quan- tités	Valeurs	Quan- tités	Valeurs	Quan- tités	Valeurs
										1	0,5			1	0,5
										163	5			163	5
										22	1			22	1
										265	7,5			265	7,5
										10	3			10	3
										3	2			3	2
											19				19
										49	7			49	7
										2	0,5			2	0,5
												2	3	2	3
											7,5		3		10,5
										4.617	1.030			4.617	1.030
											1.030				1.030
										0,5	1			0,5	1
											1				1
										31.837	562,5			31.837	562,5
												4	0,5	4	0,5
										35	5			35	5
										1.775	61,5			1.775	61,5
										460	16,5			460	16,5
												5	0,5	5	0,5
										1.483	29,5			1.483	29,5
											675		1		675
										2	9			2	9
											1				1

[illegible]

[illegible]

[illegible]

MARCHANDISES DU CRU DE LA COLONIE

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES DU CRU DE LA COLONIE									
		LA FRANCE		LES COLONIES FRANÇAISES							
		quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs
CHAPITRE XXVIII											
OUVRAGES EN MÉTAUX											
b) Machines et mécaniques.											
Appareils complets { machines pour l'agriculture	100 kilos net.										
machines à coudre	Unité.										
machines à écrire ou à calculer	—										
Pièces détachées et organes — de plusieurs métaux	100 kilos net.										
c) Ouvrages divers en métaux.											
Coutellerie { commune	—										
fine	—										
Ouvrages en fer, { ferromerie — petits ouvra- en fonte ou ges	—										
en acier { articles de ménage et autres ouvrages non dénommés — étamés ou émaillés	—										
Appareils inodores, réservoirs de chasse	—										
TOTAL											
CHAPITRE XXIX											
ARMES ET MUNITIONS											
Armes à feu — fusils de chasse et de tir; carabines et cannes-fusils	La pièce.										
TOTAL											
CHAPITRE XXX											
MEUBLES											
En bois — autres	100 kilos net.	20	4	13	5						
TOTAL			4		5						
CHAPITRE XXXI											
OUVRAGES EN BOIS											
Futaillies vides montées ou non	100 kilos. net.										
Autres ouvrages en bois	—										
TOTAL											
CHAPITRE XXXIV											
OUVRAGES EN MATIÈRES DIVERSES											
automobiles	L'unité.										
Voitures { pièces détachées pour auto- mobiles	100 kilos net.										
pièces détachées pour vélo- cypèdes	—										
motocycles	L'unité.										
Bâtiments de mer, coques, en bois	—										
Ouvrages en caoutchouc et en gutta-percha — autres	100 kilos net.										
Bimbeloterie — autres	—			6	1,5						
TOTAL					1,5						

OU NATIONALISÉES. EXPORTÉES POUR

												TOTAL des RÉEXPORTATIONS (Tableau S n° 3 bis)		COMMERCE GÉNÉRAL A LA SORTIE Total général des exportations et des réexportations	
quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs
												1	2	1	2
												6 p	2	6 p	2
												6 p	13	6 p	13
												257	205	257	205
												1	1	1	1
												1	2	1	2
												43	13,5	43	13,5
												23	6	23	6
												569	142	569	142
													386,5		386,5
												2	1,5	2	1,5
													1,5		1,5
										33	9			33	9
											9				9
												2	0,5	2	0,5
												13	3,5	13	3,5
													4		4
												5 p	45,5	5 p	45,5
												2	4	2	4
												3	0,5	3	0,5
												1 p	3	1 p	3
												2 p	1	2 p	1
												1	1	1	1
										6	1,5	16	10	22	11,5
											1,5		63		66,5

Mouvement commercial de la

TABLEAU GÉNÉRAL

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES FRANÇAISES RÉEXPÉDIÉES A DESTINATION DE									
		LA FRANCE		LES COLONIES FRANÇAISES		LES COLONIES ANGLAISES					
		quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs
PREMIÈRE SECTION MATIERES PREMIERES											
CHAPITRE II PRODUITS ET DÉPOUILLES D'ANIMAUX											
Fromages — dits de Gruyère	100 kil. net.					2	3				
TOTAL							3				
DEUXIEME SECTION MATIERES VÉGÉTALES											
CHAPITRE VI FARINEUX ALIMENTAIRES											
Céréales en farines — froment en barils	100 kil. net.										
Pommes de terre	—			5	0,5						
TOTAL					0,5						
CHAPITRE VIII DENRÉES COLONIALES DE CONSOMMATION											
Sucres — raffinés — en pains, cassés ou sciés	100 kil. net.			1	0,5						
Cafés	100 kil. brut.										
Cacaos — en fèves ou pellicules	100 kil. net.										
Tabacs — fabriqués — cigarettes	—										
TOTAL					0,5						
CHAPITRE XV BOISSONS											
Vins ordinaires vinés ou non (autres que mousseux) — titrant 15° et au-dessous — en fûts	Hectolitre					2	0,5				
TOTAL							0,5				
TROISIÈME SECTION MATIERES MINÉRALES											
CHAPITRE XVI PIERRES, TERRES ET COMBUSTIBLES MINÉRAUX											
Huiles lourdes et résidus de pétrole	100 kil. net.										
TOTAL											
CHAPITRE XVII MÉTAUX											
Autres métaux	100 kil. net.										
TOTAL											
QUATRIÈME SECTION FABRICATIONS											
CHAPITRE XVIII PRODUITS CHIMIQUES											
Sel marin — aggloméré	100 kil. net.			5	0,5						
Produits chimiques non dénommés — autres	—			1	0,5						
TOTAL					1						

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES D'ORIGINE FRANÇAISE RÉEXPORTÉES A DESTINATION DE									
		LA FRANCE		LES COLONIES FRANÇAISES		LES COLONIES ANGLAISES		LA BELGIQUE		LES AUTRES PAYS	
		quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs
CHAPITRE XXI COMPOSITIONS DIVERSES											
Parfumeries — autres	alcooliques	100 kil. net.				1	1				
	non alcooliques	—				1	0,5				
Autres produits		—				25	1				
TOTAL							2,5				
CHAPITRE XXIV FILS											
Cordages (goudronnés ou non)		100 kilos net.									
TOTAL											
CHAPITRE XXV TISSUS											
b) Tissus de jute, de phormium, d'abacca, etc.											
Sacs pleins ou vides — neufs		Poids net et nombre									
c) Tissus de coton.											
Tissus unis, croisés	blanchis	100 kil. net.									
et coutils	imprimés et fabriqués avec fils teints	—									
Tissus façonnés — basins, reps, damasés et brillantés		—									
Bonneterie — autres articles		—									
Filets de pêche		—									
g) Vêtements et lingerie (articles confectionnés).											
Vieux vêtements (articles de friperie)		—						1	10		
TOTAL									10		
CHAPITRE XXVI PAPIERS ET SES APPLICATIONS											
Livres — autres		100 kilos net.	1	1							
Imprimés non dénommés		—			7	8					
TOTAL				1		8					
CHAPITRE XXVIII OUVRAGES EN MÉTAUX											
b) Machines et mécaniques											
Appareils	machines pour l'agriculture	100 kilos net.									
complets	machines à coudre	Unité									
	machines à écrire ou à calculer	—									
Pièces détachées et organes — de plusieurs métaux		100 kil. net.									
c) Ouvrages divers en métaux.											
Coutellerie	commune	—								1	1
	fine	—								1	2
Ouvrages en fer, en fonte ou en acier	ferronnerie — petits ouvrages	—	0,5	0,5	16	4	0,5	1		28	8
	articles de ménage et autres ouvrages non dénommés	—									
	— étamés ou émaillés	—			13	4				10	2
A reporter				0,5		8		3			13

MARCHANDISES D'ORIGINE ÉTRANGÈRE RÉEXPORTÉES A DESTINATION DE																TOTAL GÉNÉRAL	
TOTAL		DE FRANCE		DES COLONIES FRANÇAISES		DES COLONIES ANGLAISES		D'ANGLETERRE				TOTAL				quantités	valeurs
quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs		
1	1															1	1
1	0,5															1	0,5
25	1															25	1
	2,5																2,5
				2	1							2	1			2	1
					1								1				1
						405	3.900					405	3.900			405	3.900
				30	22							30	22			30	22
				1	0,5							1	0,5			1	0,5
				78	115							78	115			78	115
						2	5					2	5			2	5
				4	1							4	1			4	1
1	10															1	10
	10				138,5		79						217,5				227,5
1	8															1	1
7	1															7	8
	9																9
1	2			6	2							6	2			1	2
		1	1	3	4			2	8			6	13			6	13
				257	205							257	205			257	205
1	1															1	1
1	2															1	2
45	13,5															45	13,5
23	6															23	6
	22,5		1		209			8					220				244,5

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	MARCHANDISES D'ORIGINE FRANÇAISE RÉEXPORTÉES A DESTINATION DE									
		LA FRANCE		LES COLONIES FRANÇAISES		L'ALLEMAGNE		LA HOLLANDE		LES AUTRES PAYS	
		quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs
<i>Report</i>			0,5		8		3				13
Appareils inodores, réservoirs de chasse	100 kil. net.	24	10	51	13	12	13	21	5	461	101
TOTAL			10,5		21		16		5		114
CHAPITRE XXIX											
ARMES ET MUNITIONS											
Armes à feu — fusils de chasse et de tir; carabine et cannes-fusils	La pièce.			1	0,5					1	1
TOTAL					0,5						1
CHAPITRE XXXI											
OUVRAGES EN BOIS											
Futaillies vides montées ou non	100 kil. net.										
Autres ouvrages en bois	—										
TOTAL											
CHAPITRE XXXIV											
OUVRAGES EN MATIÈRES DIVERSES											
Voitures	automobiles			4	38					1	7,5
	pièces détachées pour auto- mobiles			1	3	1	1				
	pièces détachées pour vélo- cipèdes			3	0,3						
	motocycles			1	3						
Bâtiments — de mer — entiers — en bois	—										
L'ANGLE-TERRE											
								quan- tités	va- leurs		
Ouvrages en caoutchouc et en gutta-per- cha — autres	100 kil. net.									1	1
Bimbelotterie — autres	—	3	1	5	1			1	2	7	6
TOTAL			1		45,5		1		2		14,5

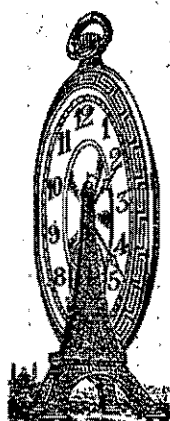
MARCHANDISES D'ORIGINE ÉTRANGÈRE RÉEXPORTÉES A DESTINATION DE															
TOTAL		LA FRANCE		LES COLONIES FRANÇAISES		LES COLONIES ANGLAISES		L'ANGLÈTERRE		LES AUTRES PAYS		TOTAL		TOTAL GÉNÉRAL	
quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quan- tités	va- leurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs	quantités	valeurs
	22,5		1		209				8				220		224,5
569	142													569	142
	166,5		1		211				8				220		386,5
2	1,5													2	1,5
	1,5														1,5
				2	0,5							2	0,5	2	0,5
		2	2	2	0,5					11	1	15	3,5	15	3,5
			2		1						1		4		4
5	45,5													5	45,5
2	4													2	4
3	0,5													3	0,5
1	3													1	3
				1	0,5					1	0,5	2	1	2	1
1	1													1	1
16	10													16	10
	64				0,5						0,5		1		65

PARTIE NON OFFICIELLE

*« L'Administration du Territoire déclare
décliner toutes responsabilités à quelque titre
que ce soit à raison des textes insérés dans
la partie non officielle. »*

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

“ A la Tour Eiffel ”



JOYEROT & JACOT

Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France